



08.027

**Militärgesetz
und Bundesgesetz
über die militärischen
Informationssysteme.
Änderung
der Militärgesetzgebung**

**Loi sur l'armée
et l'administration militaire
et loi sur les systèmes
d'information de l'armée.
Modification
de la législation militaire**

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.08 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 13.06.08 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 15.09.08 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 23.09.08 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.10.08 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.10.08 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.12.08 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.03.09 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.09 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.06.09 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.06.09 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Vor uns liegt die erste, breitangelegte Revision des Militärgesetzes, eines Gesetzes, das seit zwölf Jahren in Kraft ist. Es geht um fünf Hauptpunkte, die revidiert werden sollen.

1. Es geht in Artikel 41 um die Einführung eines Obligatoriums für Ausbildung im Ausland für Milizangehörige.
2. Es geht in Artikel 47 um die Pflicht für militärisches Personal, also für Instruktoren, Ausbildungsdienst und Einsätze im Ausland zu leisten, wo dies sachlich nötig ist.
3. Es gilt in Artikel 67 das Genehmigungsverfahren bei Friedensförderungs- und Assistenzdiensten neu zu regeln.

Diese drei zentralen Änderungen hat der Nationalrat abgelehnt bzw. wesentlich modifiziert. Unsere Sicherheitspolitische Kommission folgt in diesen drei Punkten ohne Gegenantrag und ohne Minderheitsantrag dem Entwurf des Bundesrates. Die beiden weiteren Punkte waren auch im Nationalrat unbestritten:

4. Die Regelung über gewerbliche Tätigkeiten der Militärverwaltung in Artikel 148i.

AB 2008 S 541 / BO 2008 E 541

5. Der Bundesrat hat eine formell-gesetzliche Grundlage für den Datenschutz bei Informationssystemen mit besonders schützenswerten Personendaten und Persönlichkeitsprofilen ausgearbeitet, das neue Bundesgesetz über die militärischen Informationssysteme.

Diese zwei Punkte sind – wie erwähnt – in beiden Räten unbestritten. Unsere Kommission spricht sich dementsprechend einhellig für Eintreten aus sowie für Zustimmung zu beiden Gesetzesvorlagen.

Bevor wir zur Detailberatung kommen, gestatten Sie mir drei Vorbemerkungen:





1. Die Sicherheitspolitische Kommission Ihres Rates hat das Geschäft am 24. Juni 2008 beraten – vor der Sommerpause und vor den personellen Wirbelstürmen im VBS. Sie liess sich in dieser Beratung allein von sicherheitspolitischen und in keiner Weise von personellen Überlegungen leiten. Dieser Haltung ist die Sicherheitspolitische Kommission auch heute verpflichtet. Es geht einzig darum, die materielle Grundlage dafür zu schaffen, dass die Armee ihre verfassungsmässigen und sicherheitspolitischen Aufträge erfüllen kann.
 2. Wir sind Zweitrat. Ich werde mich daher nur zu den Differenzen zwischen den Beschlüssen des Nationalrates und jenen unserer Kommission äussern. Im Übrigen verweise ich generell auf die Erläuterungen in der Botschaft des Bundesrates, welche wir unterstützen.
 3. Die einzige Differenz innerhalb unserer Kommission besteht in einem Nebenpunkt, der den Rückerwerb von nicht mehr benötigten militärischen Bauten und Anlagen betrifft. Es geht um Artikel 130b des Militärgesetzes. Ich werde mich dort zu diesem speziellen Punkt äussern.
- Im Namen der Kommission danke ich Ihnen, wenn Sie ebenfalls auf beide Gesetzesvorlagen eintreten und ihnen zustimmen.

Burkhalter Didier (RL, NE): La présente révision de la loi sur l'armée et l'administration militaire n'est pas une révolution, mais elle est en effet importante, et cela pour plusieurs raisons. J'en citerai deux.

Premièrement, elle permet des ajustements qui permettent à notre armée de mieux fonctionner, de mieux remplir les missions qui lui sont confiées en vertu de la loi. Elle prévoit des ajustements dans l'instruction, dans la capacité de réagir, dans la compétence d'ordonner des engagements aussi. Tout cela est évidemment essentiel pour une armée, et le monde politique ne peut pas constamment se contenter de critiquer sans donner les moyens de mieux faire. Lors de cette session, on parlera ici et dans l'autre conseil des moyens financiers. Il s'agit ici des moyens financiers dans le cadre légal, mais les moyens en rapport avec l'atmosphère générale autour de l'armée sont eux aussi importants.

Deuxièmement, cette révision est importante parce qu'il s'agit de confirmer la volonté politique de poursuivre l'adaptation de la politique de sécurité au monde réel dont l'instabilité a augmenté et dont la panoplie de menaces s'est malheureusement élargie. C'est un monde réel qui n'attend d'ailleurs pas la Suisse pour tourner à son rythme, à un rythme d'ailleurs toujours plus incertain.

Dans ce contexte, les décisions qui avaient été prises au Conseil national et qui viennent d'être rappelées par le rapporteur sont, on peut le dire, vraiment difficilement compréhensibles – pour utiliser une expression encore diplomatique. Le Conseil national n'a pas seulement donné des coups de frein, il n'a pas seulement dit non, il a carrément enclenché la marche arrière, par exemple en réduisant encore les compétences du Conseil fédéral et du département de décider des engagements à l'étranger ou en restreignant de manière excessive les possibilités pour l'armée d'appuyer les autorités civiles.

Le Conseil national a fait en quelque sorte une révision à l'envers, ce qui n'est tout simplement pas bon pour la sécurité du pays, pour la sécurité de ses habitants. Il est donc autant utile et constructif que le Conseil des Etats remette le train sur les rails – pour ne pas dire les avions sur les pistes –, qu'il redresse la révision en question, qu'il accepte aujourd'hui le projet tel qu'il est ressorti pour l'essentiel des débats en commission, une commission qui était d'ailleurs quasi unanime sur les points importants.

Mais il faut aussi tenir compte, dans la manière de mener le débat sur la politique de sécurité dans notre pays, de cette réelle divergence de fond qui apparaît toujours plus entre les deux conseils, car si cette divergence perdure, alors elle menace, elle aussi, d'une certaine manière, la stabilité du pays. On ne peut pas opposer sans fin et sans crise une logique de progrès à une logique de conservatisme ou une logique de développement à une logique de suppression.

Alors que faut-il faire pour éloigner cette menace-là, menace qui est en fait interne à l'institution Suisse? Eh bien, je pense qu'il faut reconsolider les fondations politiques sur lesquelles reposent les nécessaires réformes. Concrètement, je pense au rapport sur la politique de sécurité – notre "livre blanc" sur la sécurité, pour reprendre la dénomination récemment utilisée chez notre voisin français, qui vient précisément de se livrer à cet exercice aussi difficile que passionnant.

C'est pourquoi j'aimerais saisir l'occasion pour demander au Conseil fédéral de s'exprimer aussi sur ce sujet, et en particulier sur les questions suivantes.

Tout d'abord, est-ce que le Conseil fédéral partage l'avis que la situation actuelle, aussi bien sur le plan international – sur le fond, si l'on veut – que sur le plan interne de la politique nationale, impose une telle réactualisation, relativement rapide, de la politique de sécurité?

Ensuite, quel est l'agenda actuel du Conseil fédéral pour la réflexion stratégique et pour la présentation de ce nouveau rapport sur la politique de sécurité, de ce nouveau "livre blanc"?

Enfin, le Conseil fédéral pense-t-il aussi qu'une telle procédure permettrait de mieux baliser le chemin pour



les prochaines étapes concrètes de l'adaptation de l'armée et de la politique de sécurité, que ce soit dans les futures révisions de loi – qui seront vraisemblablement encore plus ambitieuses –, ou dans les prochains grands investissements, notamment en matière de sécurité aérienne? Cela permettrait aussi d'en revoir, le cas échéant, l'agenda.

Je remercie par avance le Conseil fédéral des précisions qu'il fournira sur les sujets précités, et je pense que cela devrait contribuer à mieux positionner la révision dans le débat d'aujourd'hui, mais aussi lors de la session prochaine, lorsqu'il s'agira d'éliminer les divergences – et si possible dans le bon sens! –, donc d'inscrire cette révision dans un processus d'évolution justifié.

Bischofberger Ivo (CEg, AI): Über militärpolitische Fragen und diesbezügliche Themen wurde in den letzten Wochen, auf unterschiedlichstem Niveau notabene, wohl genug – um nicht zu sagen: zu viel – diskutiert, diffamiert und prognostiziert. Dass in diesem Kontext in sachlich gehaltenen Kommentaren zuweilen auf die beiden polittheoretischen Werke "Der Hofmann" von Baldassare Castiglione und "Il Principe" von Niccolò Machiavelli verwiesen wurde, ist nicht erstaunlich, sondern beinahe wohltuend. Denn obwohl im 16. Jahrhundert geschrieben, zeigen die beiden Werke ein Verständnis von Politik in einem Spannungsfeld, ein Verständnis, welches hier und heute nicht aktueller sein könnte. So fordert Castiglione ein Politikerideal, welches sich tugendhaft, überlegt und vorausschauend einem humanistischen Ehrenkodex verpflichtet; so redet Machiavelli einem Politikerideal das Wort, welches nur noch von den Prinzipien einer skrupellosen Machttechnik geprägt ist und auf Verantwortung gegenüber einer Gemeinschaft keinerlei Rücksicht zu nehmen gewillt ist.

Es kann und darf nicht sein, dass heute in unserem demokratischen Staatsgefüge Verfassungsaufträge bei der Umsetzung auf Gesetzesstufe aus emotional-ideologischen Prinzipien in absolutistischem Machtdenken beurteilt und entschieden werden. Es braucht gegenüber einem vom Volk erteilten Verfassungsauftrag, vor allem aber auch gegenüber den unmittelbar davon betroffenen Verantwortungsträgern sowie gegenüber den heute Militärdienst leistenden Mitbürgerinnen und Mitbürgern ein verantwortungsvolles und von

AB 2008 S 542 / BO 2008 E 542

momentanen persönlichen Animositäten freies Denken und Handeln.

In diesem Sinne bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und namentlich die im Nationalrat in einer unheiligen Allianz gefassten Beschlüsse bei den Artikeln 41, 47, 66b und 67 in verantwortungsvoller Weise zu korrigieren und den Anträgen unserer Sicherheitspolitischen Kommission zu folgen. Denn mit dem in dieser Form revidierten Militärgesetz schaffen wir im jetzigen Zeitpunkt eine Konsolidierung respektive die dringend notwendige solide Basis, auf der die für die Zukunft unserer Armee unbedingt notwendigen Diskussionen sachlich geführt und zu einem Entscheid gebracht werden können.

Reimann Maximilian (V, AG): Wenn man dieses Buch von einer Fahne durchgeht, dann ersieht man daraus in der Tat, wie es bereits von meinen Vorrednern geschildert worden ist, eine grosse Kluft zwischen den Beschlüssen des Nationalrates und den Anträgen unserer SiK. Die Kluft bezieht sich hauptsächlich auf die internationale Dimension unserer Armee, den Ausbau und das Obligatorium für Auslandseinsätze ebenso wie die Verlagerung von Kompetenzen zugunsten des Bundesrates.

Persönlich stehe ich den Beschlüssen des Nationalrates wesentlich näher. Wenn ich immer wieder das Wort "unheilige Allianz" hören muss, wie eben von Kollege Bischofberger, dann muss ich sagen, dass das einfach ein Griff in die Trickkiste ist, die man hervorzieht, wenn einem eine Mehrheit des anderen Rates nicht passt. Würde ich heute noch der SiK angehören, dann dürften Sie sicher sein, dass es einige Minderheitsanträge auf der Fahne hätte – mit dem Ziel, unser Rat möge sich dem Nationalrat anschliessen. Natürlich ist mir klar, dass ich in diesem Rat damit nicht durchkäme; deshalb habe ich auch darauf verzichtet, Sie mit Einzelanträgen auf den Kurs des Nationalrates zu bringen zu versuchen. Es wäre chancenlos und nichts als eine Zeitverschwendung – dies erst noch zu vorgerückter Stunde an einer Abendsitzung. Deshalb beschränke ich mich auf zwei, drei grundsätzliche Bemerkungen in der Eintretensdebatte. Ich überlasse es dann dem Nationalrat bzw. der Differenzbereinigung, die Internationalisierung unserer Armee auf jenes Niveau zu beschränken, wie es dem Souverän vor der Volksabstimmung im Jahre 2000 in Aussicht gestellt worden ist.

Ich bin nach wie vor überzeugt: Hätte das Stimmvolk damals gewusst, was man im VBS in Sachen Internationalisierung alles vorhat, wäre die Revision des Militärgesetzes nicht knapp angenommen, sondern eher verworfen worden. Ich werde auch den Verdacht nicht los – er wird auch da und dort in den Medien geäussert –, dass diese Militärgesetzrevision nicht bloss unter sachpolitischen, sondern auch unter personalpolitischen Aspekten zu sehen sei. Wie dem auch sei, dieses personalpolitische Element ist für mich nicht relevant. Mir geht es ausschliesslich um die Sache. In dieser Sache steht für mich einzig und allein der Verteidigungsauf-



trag der Armee im Vordergrund. Wir schicken uns je länger, je mehr an, ihn zugunsten anderer Aspekte, die insbesondere internationalistischer Natur sind, zu vernachlässigen.

Ich sehe sehr wohl Handlungsbedarf bezüglich unserer Militärgesetzgebung, aber nicht so, wie es uns von Bundesrat und Kommission vorgeschlagen wird, sondern so, wie es zum Beispiel von der Vereinigung Pro Militia gefordert wird: mehr Verantwortung für die Milizkader; Rückgängigmachung der Trennung von Ausbildungs- und Führungsverantwortung; Verzicht auf die unpraktikable Modularität von Verbänden; Rückkehr zu organisch gegliederten, einsatzbezogenen Truppenkörpern; vor allem auch Verzicht auf den Friedensgeneral. Einen solchen braucht es meines Erachtens nicht. Dass man die aktuelle Vakanz bestehen liesse, läge an sich auf dieser Linie.

"Die aktuelle Situation, in der sich unsere Armee befindet, ist unzumutbar." Dieser Satz stammt nicht von mir, sondern ich habe ihn gestern in einem Kommentar von alt Bundesrätin Elisabeth Kopp gelesen. Mit der vorliegenden Gesetzesrevision, sollte sie nach dem Willen von Bundesrat und SiK-SR verlaufen, wird die Situation nicht besser. Sollten sich Bundesrat und SiK-SR am Ende aber durchsetzen, sähe ich mich gezwungen, in der Gesamtabstimmung Nein zu stimmen und die Hoffnung auf den Nationalrat zu setzen, dass dieser in der Differenzbereinigung dann mindestens einen Teil seiner Änderungsvorschläge durchbringt.

Jenny This (V, GL): Da Eintreten praktisch beschlossen ist, werde auch ich keinen anderen Antrag stellen. Ich werde aber dieser Vorlage trotzdem in den meisten Punkten nicht zustimmen, und zwar aus der einfachen Überlegung und Erkenntnis heraus, dass sich dieses Gesetz nicht nach den realistischen Bedrohungsszenarien richtet.

Sie gehen sicher mit mir einig, dass sich die Aufgaben der Armee fundamental verändert haben. Die traditionellen Bedrohungen gibt es nicht mehr. Die wirklichen Aufgaben sind Ihnen bestens bekannt: Sicherung der Landesgrenzen gegen illegale Einwanderung, Schutz sensibler Objekte der privaten und öffentlichen Infrastruktur, Katastrophenhilfe im Inland und Bewachung ausländischer Botschaften. Die Armee wäre also in dieser Richtung zu reformieren, damit sie diesen Aufgaben gerecht werden kann, und genau das hat dieses Gesetz nicht gemacht – wenigstens ich habe diesen Eindruck. Die Armee hat auch heute noch zu viele Soldaten, denen es somit zwangsläufig an der entsprechenden Ausrüstung fehlt. Man wird uns zwar entgegenhalten, es sei das Parlament, das diese Ausrüstung nicht zur Verfügung stelle. Aber kein Unternehmer stellt möglichst viele Arbeitskräfte ein, ohne zuvor abzuklären, ob ihre Anzahl in einem klugen Verhältnis zum verfügbaren Material steht. Ich bin der festen Überzeugung, dass die Wirkung unserer Armee mit viel weniger Soldaten mit mehr Ausrüstung entscheidend erhöht werden könnte. Unverzichtbare Voraussetzung dafür wäre allerdings die Aufhebung der allgemeinen Wehrpflicht und damit der Wechsel zur Freiwilligkeit auf Milizbasis. Je mehr wir uns im Hightech-Zeitalter bewegen, desto mehr sind wir wie in der Privatwirtschaft auf äusserst motivierte und sehr, sehr gut ausgebildete Leute angewiesen. Es kann ja wohl kein Zweifel daran bestehen, dass die Schweiz mit einer kleineren, aber besseren und hochspezialisierten Armee den Herausforderungen unserer Zeit viel, viel besser genügen würde.

Ich bin mir natürlich bewusst, dass sofort ein Heer von Spezialisten darauf pochen wird, dass es doch die Pflicht eines jeden Bürgers sei, sich für die Verteidigung unseres Landes zu opfern. Dem habe ich nicht viel anzufragen. Das Problem ist jedoch, dass solche Opfer ihren Sinn und Zweck längstens verloren haben, nachdem es keine äusseren Bedrohungen mehr gibt. Munter werden jedoch weiterhin jährlich Milliarden von Franken für eine Armee ausgegeben, auf die das Land schlichtweg nicht mehr angewiesen ist. Die Auslandseinsätze verschlingen zwar Unsummen von Geldmitteln, haben aber in den letzten Jahren niemanden wirklich weitergebracht; im Gegenteil, wir bauen eine Armee, die von der Bevölkerung je länger, je weniger getragen wird. All jene, die nach wie vor das klassische System verteidigen, ignorieren bewusst, dass ein Bedarf im heutigen Europa schlicht unvorstellbar ist. Die EU hat die Grenzen, die im unwahrscheinlichen Fall zu verteidigen wären, tausend Kilometer von der Schweiz weg verschoben. Militärische Feinde, da gehen Sie sicher mit mir einig, haben wir in Europa keine mehr. Wer die Schweiz militärisch knacken will, muss zuerst die Festung Europa überrennen. Deshalb werde ich diesem Gesetz nicht zustimmen.

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Nur eine Bemerkung zu Herrn Jenny: Herr Jenny, Sie verlangen nichts anderes, als dass zwei der drei verfassungsmässigen Aufträge der Armee gestrichen werden. Das verlangen Sie in dieser Gesetzesvorlage. Wir haben den Verteidigungsauftrag – den haben Sie negiert. Wir haben die Pflicht, Auslandseinsätze zu leisten, wo es sachgerecht ist – diese Pflicht haben Sie negiert. Wir haben die verfassungsmässige Pflicht, die zivilen Behörden zu unterstützen – auf allein diesen Auftrag wollen Sie die Armee ausrichten. Wenn wir das wollten, müssten wir zuerst die Verfassung ändern und diese Diskussion





gründlich führen; wir können das nicht anhand des Militärgesetzes tun.

Schmid Samuel, Bundesrat: Ihre einleitende Diskussion gibt mir Gelegenheit, mein Manuskript beiseitezulegen und weniger über das Gesetz zu sprechen als über das, was jetzt Thema war. Teilweise war ich, das muss ich sagen, sehr überrascht – die Burg der SVP in Bezug auf die allgemeine Wehrpflicht scheint zu bröckeln. Teilweise hörte ich Dinge, die ich seit Jahren predige, die aber nie Widerhall fanden, beispielsweise dass die militärische Aggression in Europa nicht ein Hauptproblem unserer Sicherheitspolitik sei. Ich könnte noch fortfahren, aber ich spreche eigentlich zu den Falschen, denn hier im Ständerat wird seit Jahren eine kohärente Sicherheitspolitik gemacht. Aber ich brauche immer beide Kammern, und da bitte ich Sie jetzt schon, auch logisch zu bleiben.

Herr Burkhalter hat zu Recht darauf hingewiesen, dass wir eigentlich gut daran tun, die Sicherheitspolitik wieder auf einer breiteren Basis zu überprüfen. Das entspricht der Politik des Bundesrates, denn wir haben uns gesagt: Auf den 1. Januar 2004 kam das riesige Reformprojekt Armee XXI; nach vier Jahren, auf den 1. Januar 2008, wurde die Konsolidierung des Armeesystems als Zielsetzung gegeben, zusammen mit Ihrer SiK. Konsolidieren heisst, offene Lücken zu schliessen, anderes zu optimieren und zu verbessern; konsolidieren heisst, Prozesse zu beschleunigen; konsolidieren heisst, die Qualität zu sichern; konsolidieren heisst, die Ausbildung voranzutreiben – und das im Rahmen des neuen Systems.

Herr Burkhalter, ich teile Ihre Auffassung – und es ist auch die Auffassung des Bundesrates -: Auf planerischer Ebene ist jetzt die Lage in einem weiteren sicherheitspolitischen Bericht neu zu beurteilen. Es gibt tatsächlich einiges, das ähnlich ist wie vor vier, acht oder sogar zwölf Jahren, und es gibt einiges, das sich effektiv verändert hat, und das bleibt für eine Milizarmee nicht ohne Folgen. Wir sind daran und haben die Arbeiten für einen sicherheitspolitischen Bericht schon vor Monaten begonnen. Sie wissen, dass wir alle vier Jahre einen solchen Bericht präsentieren wollen.

Ausgehen werden wir von einer Risikoanalyse. Herr Jenny, da werden wir uns wahrscheinlich weitgehend treffen, das kann ich Ihnen sagen; ich teile Ihre Beurteilung. Das ist in einzelnen Bereichen akzentuiert, aber es ist letztlich das, was bereits zur Armee XXI führte. Dann geht es aber auch um den Auftrag. Herr Frick hat ihn repetiert und gesagt, worum es letztlich geht. Es geht darum, zu schützen, zu sichern und zu kämpfen, das heisst verteidigen. Nun haben wir eine Reihe von Sicherheitsinstrumenten, die die Bevölkerung vor diesen modernen Risiken schützen, und im schwerwiegendsten Bereich ist es die Armee.

Jetzt gibt es aber weitere Elemente, die wir uns näher anschauen müssen, wie die Finanzen. Herr Reimann, das Volk hat seinerzeit nicht nur über die Militärgesetzgebung in Bezug auf Auslandseinsätze abgestimmt, es hat auch über ein neues Militärgesetz zur Armee XXI abgestimmt. Dort stand drin, wir hätten 4,3 Milliarden Franken zur Verfügung. Wir sind jetzt bei 3,7 Milliarden Franken. Ich äussere kein Wort der Kritik und der Klage. Ich habe mich danach zu richten. Aber – Herrschaft noch einmal! – dann muss man mir auch zugestehen, dass ich etwas verändern darf. Ja, jetzt komme ich wieder auf die Kohärenz zu sprechen, aber wie gesagt: Ich sage es den Falschen. Der Entwicklungsschritt 2008–2011, den der Bundesrat dem Parlament vorgeschlagen hatte, ging hier durch. Hier wurde er anerkannt. Aber im Nationalrat sind wir gescheitert – gescheitert! –, und am Schluss hatten wir eine teurere Lösung als das, was wir vorgeschlagen hatten, und zwar genau in dem Bereich, in dem wir heute eigentlich weniger Truppen bräuchten, wie Herr Jenny gesagt hat. Das war auch unsere Auffassung. Aber ich habe mich nach den Rahmenbedingungen zu richten, die mir gegeben sind. Die eine ist die Verfassung; sie ist sakrosankt. Die andere betrifft die Finanzen; sie überschlagen sich, das heisst bei mir immer nur in einer Richtung. Jetzt habe ich dieses riesige System, bei dem ich Planungsperioden habe, die weit länger sind als die Periodizität eines Budgets. Da habe ich immer eine Optimierung anzustreben. Ja, Herrschaft, dass das gelegentlich Schwierigkeiten bereitet – es wäre ein Wunder, wenn es nicht so wäre.

Vor diesem Hintergrund haben wir die Stellen von über 1700 Personen abgebaut, und wir werden weitere Stellen abbauen. Zeigen Sie mir das Departement, das proportional Ähnliches getan hat. Wir haben Standorte reduziert, wir haben x Dinge gemacht. Ich will den Bericht gemäss Artikel 149b des Militärgesetzes nicht wiederholen; wir haben dort zwei Pendenzen, das eine betrifft das Personal, das andere betrifft die Logistik, das wurde hier deutlich diskutiert. Das ist auch anerkannt: In der Logistik haben wir heute bereits wesentlich bessere Zustände, als das noch vor Kurzem der Fall war.

Stichwort Kohärenz: Herr Jenny, was Sie hier vorschlagen, gehört nicht in dieses Gesetz. Sie schlagen Änderungen in der Parlamentsverordnung vor, wie das Herr Frick gesagt hat. Wenn Sie also dort Änderungen vornehmen wollen, unterstützen Sie mich beim Entwicklungsschritt, dann sind wir auf einer Seite. Aber hier, in diese Gesetzgebung, gehören diese Dinge an sich nicht hinein.

Stichwort Kohärenz: Beide Räte – und hier im Ständerat ist es wiederum eine logische Konsequenz – weigern sich am Schluss, einen Vorstoss abzuschreiben, um die Engagements im Ausland aufzubauen. Der Bundes-



rat hat in seiner Analyse gesagt, im Moment, in dieser Konsolidierungsphase, könnten wir das nicht tun. Wir haben eine Antwort gegeben und deshalb die Abschreibung beantragt. Ihre Kommission – und wahrscheinlich auch Ihr Rat – wird das ablehnen. Bon. Sie waren seinerzeit für die Transportflugzeuge – der Ständerat hat immer diese Politik verfolgt. Ja, im Nationalrat habe ich ein ganz anderes Resultat; sie sind dort zwar auch nicht für die Abschreibung dieses Vorstosses, aber die Mittel hierfür erhalte ich nicht. Ja, jetzt sagen Sie mir, wie sich der Bundesrat denn in dieser Situation verhalten soll! Letztlich wird die Rahmenbedingung vom Parlament gegeben. Ich habe zu sagen: Verstanden! Aber ich komme langsam auch dazu, die Verantwortlichkeiten zuzuweisen. Es ist weiss Gott nicht der Bundesrat, der hier in der Pflicht ist. Wenn wir von Politik sprechen, gehört der Bundesrat dazu, aber die beiden Kammern auch. Und da bin ich schon froh, dass es Fraktionen gibt, die das seit Langem erkannt haben und auch entsprechend kohärent politisieren. Ich könnte Ihnen noch eine ganze Reihe von Dingen aufzählen, die derart widersprüchlich daherkommen.

Noch etwas zu Herrn Reimann: Im Jahr 2003 – wahrscheinlich war es schon 2002, aber ich nehme jetzt die kürzere, für Sie vorteilhaftere Dauer – habe ich verfügt, dass Führungs- und Ausbildungsverantwortung so zugewiesen werden, dass die Ausbildung im Lehrverband stattfindet und die Führungsverantwortung in der Brigade geübt wird und im Übrigen die Brigade für ihre eigene Ausbildung selbstständig verantwortlich ist. In jeder Publikation von einzelnen dieser ausserdienstlichen Verbände lese ich wieder, dass dieser Sündenfall nie korrigiert worden sei. Er wurde aber gar nie eingeführt! Ursprünglich war das im ersten Vernehmlassungsprojekt drin. Dann habe ich es gestrichen, weil eine Reihe von höheren Staboffizieren damals bei mir vorsprachen und ich als ehemaliger Truppenkommandant auch der Auffassung war, dass hier Führungs- und Ausbildungsverantwortung in der Brigade zu konzentrieren ist. In der Grundausbildung gehörte ich also zur Rekrutenschule – das ist auch heute so –, und im WK gehörte ich zum Brigadekommandanten. Das war früher auch so; in der Regel war es der Divisionär.

Hören Sie jetzt endlich auf mit diesem Vorwurf! Ich sage es nochmals: Er war gar nie gerechtfertigt. Gut, auch Sicherheitspolitik lässt sich eben nicht mehr ganz so unter dem Bein durch machen. Vielleicht muss man sich einmal näher damit befassen, und ich habe insgesamt eigentlich keinen Grund, mich da in der Auseinandersetzung mit der Kommission zu beklagen, im Gegenteil. Aber gelegentlich muss ich doch deutlich werden, weil immer wieder Dinge kolportiert werden, die nicht stimmen. Ich habe am Fernsehen schon neunzig Minuten lang Politikern zugehört, die über die

AB 2008 S 544 / BO 2008 E 544

Armee sprachen. Keiner hat das Wort "Finanzen" in den Mund genommen. Jetzt sagen Sie mir mal, wie Sie dieses System, das viel mehr über Finanzen bestimmt ist als durch grosse Sicherheitsstrategien, ohne eine gewisse Planungskontinuität bei den Finanzen führen wollen! Das ist schlicht nicht möglich. Ich sage nochmals: Missverstehen Sie mich nicht, das ist keine Kritik. Ich habe mich den Sparbemühungen unterzuordnen, und das tun wir auch. Aber ich bitte schon um Verständnis, wenn dann gelegentlich halt noch etwas nachgebessert werden muss. Um Personal abzubauen, brauche ich beim Bund – ich kann und will auch nicht einfach blaue Briefe versenden – 18 Monate im Minimum, ja, die Budgetperiodizität ist viel kürzer. Dass es da Unzufriedene gibt, wundert mich nicht. Ich bin eigentlich stolz darauf, dass wir diese 1700 Stellen im Einvernehmen mit den Sozialpartnern abbauen konnten und dort eigentlich Tag für Tag auch entsprechende Verantwortung gezeigt haben.

Ja, Herr Burkhalter, dieser sicherheitspolitische Bericht kommt – aus meiner Sicht so früh wie möglich, aber doch so exakt wie nötig. In diesem sicherheitspolitischen Bericht werden wir über Finanzen sprechen müssen. Wir werden auch über gesellschaftliche Veränderungen sprechen müssen. Die jungen Familien leben heute nicht mehr gleich, wie wir Älteren – ich bin jetzt bald 62 – gelebt haben! Ich bin stolz auf unsere Milizarmee, aber dann habe ich diese Lebensgewohnheiten innerhalb dieser Miliz aufzufangen. Wenn mir gesagt wird, die Leute seien viel zu jung, die Soldaten seien noch gar nicht Väter und hätten keine Kinder, muss ich sagen: Ich habe mit 24 geheiratet, mein Sohn aber erst mit 34. Die Lebensgewohnheiten sind anders. Mit 34 Jahren wäre er früher auch nicht mehr im Auszug gewesen. Werden wir uns dessen bewusst, dass wir derartige Veränderungen eben auch aufzufangen haben.

Sie haben Recht, Herr Burkhalter: Ab etwa 2013 haben wir ein Demografieproblem aufzufangen. Da werden wir pro Jahr etwa 2000 Rekruten weniger haben. Ja, das hinterlässt Spuren! Wenn die Armee jetzt entsprechend zu planen ist, dann muss ich sie so planen, dass ich da noch eine Zunahme oder eine Stabilität auf hohem Niveau habe und die Zahlen anschliessend absinken. Wir kennen für das Jahr 2013 die Zahl der Stellungspflichtigen, und deshalb weiss ich auch, dass die Armee kleiner werden wird – allein wegen der demografischen Probleme.

Im gleichen Zusammenhang kommt es zu einer anderen Entwicklung, ob uns das passt oder nicht: Ich bin im



Herzen ein feuriger Verfechter der allgemeinen Wehrpflicht und des Milizsystems, aber ich bin nicht sicher, ob sich dieses System halten lässt. Denn letztlich bin nicht ich mit meinem innersten Willen massgebend, sondern sind es die Möglichkeiten, die ich habe, um diese Armee glaubwürdig und kohärent zu konstruieren und sie zu betreiben. Die Wehrmodelle werden auch ein Thema sein. Deshalb ist das, wie gesagt, für die nächste Zeit eine Arbeit, die läuft und die entsprechend zu begleiten ist.

Herr Bischofberger, Sie haben Recht: Konsolidierung und dann entsprechend eben auch geschaffenes Vertrauen sind auch Konsequenzen des Milizsystems, das sehr viele – für mich überwiegende – Vorteile hat. Aber in Bezug auf die Transformationen sind Ihnen gewisse Grenzen gesetzt, denn ich kann diese Milizarmee jedes Jahr nur während drei Wochen transformieren. Dann gehen die Leute wieder nach Hause. Mit anderen Worten: Um das in Prozesse einzuarbeiten, brauchen Sie eine gewisse Zeit. So war die Phase von 2004 bis 2008 eigentlich der Umbruch, und die Phase von 2008 bis 2011 ist die Konsolidierung. Die neue Phase ab 2012 kann und will ich nicht jetzt schon mit einem Stichwort beschreiben. Die wird die Armee in die Zukunft führen, und für die Zwischenzeit brauche ich Material.

Herr Jenny, Sie brauchen keine Angst zu haben: Wir rüsten schon heute nicht mehr flächendeckend aus. Mit anderen Worten: Wir haben noch Material, aber nicht für alle 120 000 Mann, nur für einen Bruchteil davon. Wir schlagen es um, und deshalb hat es im Moment eine viel intensivere Nutzung. Das erhöht uns etwas die Unterhaltskosten. Aber ich habe gar keine andere Wahl, weil ich die Mittel gar nicht habe, um flächendeckend auszurüsten. Das gilt noch bei einigen Artikeln wie dem Sturmgewehr, wie dem Helm, wie den Schuhen und derartigen Dingen. Aber wenn ich dann mit Programmen komme – im Programm, das Sie in der Sommer-session genehmigt haben, sind 500 Fahrzeuge enthalten, das ist weiss Gott nicht flächendeckend. Sie sehen also: Längst strecken wir uns nach der Decke. Deshalb glaube ich eigentlich, dass wir nicht weit voneinander entfernt sind. Ich könnte mir vorstellen, dass Sie trotz allem dem Gesetz zustimmen.

Ein Wort noch zu den internationalen Einsätzen unserer Armee: Meine Damen und Herren, vergessen Sie das auch! Was haben wir denn in den letzten Jahren hier gemacht? Es ist ja nicht ohne Grund, dass diese Vorstösse eingereicht worden sind. Aber der Bundesrat hat zur Kenntnis genommen, dass die Sicherstellung der Transportkapazität nicht die politische Mehrheit fand. Und mit einer "bricolage" schicke ich Soldaten nicht ins Ausland. Das, was wir heute tun, ist nahe an dieser "bricolage". Die Einsätze sind in europäischer Nähe, wir sind im Rahmen von anderen Verbänden so aufgehoben, dass wir da für unsere Truppsicherheit sorgen können. Aber eine eigentliche Ausrüstung für derartige Einsätze haben wir nicht. Jetzt versuchen wir hier, wiederum für die nächste Geländekammer, über das Militärgesetz die Handlungsfreiheit in dem Sinne zu erhöhen, dass wir Durchdienern, die sich freiwillig melden können, die Möglichkeit geben, während einer gewissen Zeit ins Ausland zu gehen. Wir versuchen hier die Handlungsfreiheit zu erhöhen, indem wir Berufsleuten – und nur Berufsleuten! – die Pflicht auferlegen können, ins Ausland zu gehen, ähnlich Diplomaten, die auch gelegentlich im Ausland sind. So schaffen wir Voraussetzungen – das gehört auch zum Konsolidieren –, um im Sinne der politischen Vorgaben des Parlamentes eben handeln zu können.

Entschuldigen Sie meinen Exkurs, aber ich bin auf Fragen eingegangen, die Sie aufgeworfen haben. Der Kommissionssprecher hat Sie in Bezug auf die Vorlage auf die wesentlichen Punkte hingewiesen. Ich schliesse: Es geht nicht um eine Armee-reform – gerade darum geht es nicht. Eine Reform würde auch über einen anderen Erlass erfolgen. Es geht darum, im Bereich Datenschutz, aber auch in den Bereichen Missbrauch der persönlichen Waffe, Persönlichkeitsrechte und Handlungsfreiheit zur Bereitstellung von Truppenkontingenten eine Verbesserung herbeizuführen.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten. Ich behalte mir vor, bei einzelnen Artikeln noch Anträge zu stellen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Präsident (Brändli Christoffel, Präsident): Ich wünsche mir, dass die nachfolgende Detailberatung sachlich geführt wird und dass man sich mit der Vorlage auseinandersetzt. Gemäss unserem Geschäftsreglement muss der Präsident intervenieren, wenn jemand nicht zur Sache spricht; ich möchte dies nicht tun.

1. Bundesgesetz über die Armee und die Militärverwaltung

1. Loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire

Detailberatung – Discussion par article



Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Titel; Ingress; Ersatz eines Ausdrucks; Gliederungstitel vor Art. 2; Art. 2; Art. 3 Abs. 2; Art. 4 Abs. 2, 3; Art. 6a; Gliederungstitel vor Art. 7; Art. 7–10; Art. 11 Abs. 1, 2 Bst. a-c, 2bis; Gliederungstitel vor Art. 12; Art. 12; Art. 13 Abs. 1, 2; Art. 17 Abs. 1; Art. 20 Abs. 1, 1bis; Gliederungstitel vor Art. 21; Art. 21; 22; 22a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

AB 2008 S 545 / BO 2008 E 545

Titre et préambule, ch. I introduction; titre; préambule; remplacement d'une expression; titre précédant l'art. 2; art. 2; art. 3 al. 2; art. 4 al. 2, 3; art. 6a; titre précédant l'art. 7; art. 7–10; art. 11 al. 1, 2 let. a-c, 2bis; titre précédant l'art. 12; art. 12; art. 13 al. 1, 2; art. 17 al. 1; art. 20 al. 1, 1bis; titre précédant l'art. 21; art. 21; 22; 22a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 23

Antrag der Kommission

Titel

Zuständigkeiten und Datenerhebung

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2, 2bis

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 23

Proposition de la commission

Titre

Compétence et accès aux données pertinentes

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2, 2bis

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Zu den Absätzen 2 und 2bis: Es geht um das Verfahren des Armeeausschlusses. Der Bundesrat hat in Absatz 2 vorgeschlagen, dass für den Entscheid der Führungsstab gewisse Unterlagen, Dokumente, Register beziehen oder einsehen kann. Der Nationalrat hat nun festgelegt, dass in Strafakten und Strafvollzugsakten sowie in das Strafregister durch den Führungsstab Einsicht genommen werden "muss". Wir möchten beim "kann" bleiben, denn es ist nicht unbedingt nötig, dass unbedingt in jedem Fall Einsicht in Strafakten genommen werden muss, beispielsweise kann ein Auszug aus dem Strafregister genügen. Es ist sachgerechter, wenn wir beim Einsichtnehmen-Können bleiben und damit eine gewisse Beweglichkeit schaffen. Wo es die Umstände gebieten, muss dann aufgrund des Einsichtnehmen-Könnens Einsicht genommen werden.

Angenommen – Adopté

Art. 24 Abs. 1; Gliederungstitel vor Art. 25; Art. 25 Titel, Abs. 1; Gliederungstitel vor Art. 26; Art. 26; Gliederungstitel vor Art. 27; Art. 27 Titel, Abs. 1, 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates



**Art. 24 al. 1; titre précédant l'art. 25; art. 25 titre, al. 1; titre précédant l'art. 26; art. 26; titre précédant l'art. 27; art. 27 titre, al. 1, 1bis***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 41 Abs. 3***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 41 al. 3*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Der Bundesrat schlägt vor, dass Ausbildungsdienste unter einer restriktiven Voraussetzung im Ausland durchgeführt werden können. Die Voraussetzung ist, dass die Ausbildungsziele innerhalb der Schweiz nicht erreicht werden können. Das ist beispielsweise dort der Fall, wo der Übungsraum zu klein ist. Erinnern wir uns daran, dass das grösste zusammenhängende Gelände für Panzerbewegungen in Bure rund acht Quadratkilometer beträgt, was viel zu wenig ist, um das Gefecht in der Bewegung, den Feuereinsatz zwischen Artillerie und Panzer, den Kampf der verbundenen Waffen zu üben. Für solche Truppengattungen ist es sinnvoll, Wiederholungskurse im Ausland zu leisten, um sich das nötige Wissen, die nötige Erfahrung, das nötige Können zu holen. Gleiches gilt bei eingeschränkter Überschiesserlaubnis. Unser Luftraum ist sehr belastet. Das Gleiche gilt dort, wo Tiefflugverbote bestehen.

Wenn nun unser Verteidigungsauftrag von der Armee erfüllt werden soll, braucht sie auch ausreichende Übungsmöglichkeiten. Wenn der Nationalrat diese Ausbildungsmöglichkeiten im Ausland nicht bewilligen will, stellt er die Erfüllung des Kampfauftrags der Armee infrage. Für unsere SiK ist diese gesetzliche Beschränkung falsch.

Es geht auch – das ist die letzte Bemerkung – um die Glaubwürdigkeit der Armee, die Glaubwürdigkeit nach aussen, zumal eine Armee sonst ihren Auftrag nicht üben und nicht sicherstellen kann. Es geht aber auch um die Glaubwürdigkeit nach innen, gegenüber den eigenen Armeeingehörigen, die im Wissen, für gewisse Einsätze gar nicht richtig ausgebildet werden zu können, ihren Dienst unmotiviert leisten und den Glauben an ihre eigene Armee verlieren.

Schmid Samuel, Bundesrat: Ich erlaube mir zu unterstreichen, was der Kommissionssprecher hier gesagt hat, und zwar tue ich das, um eine weitere Inkohärenz aufzudecken. Da wird immer gesagt: "Verteidigung ist der einzige Auftrag, den die Armee hat, nur ihn kann sie haben!" Einverstanden! Was heisst denn verteidigen? "Kampf der verbundenen Waffen" lautet ein Stichwort. Um ein verstärktes Bataillon, wie es Herr Ständerat Frick beschrieben hat, beüben zu können, bräuchte ich etwa 50 Quadratkilometer. Mein grösster Platz hat aber nur 8,5 Quadratkilometer. Ich begreife nicht, weshalb die gleichen Leute, die sagen, nur Verteidigung sei zu machen, uns nicht ins Ausland gehen lassen wollen, wenn – nur dann; das haben wir ausdrücklich eingefügt – das Ausbildungsziel im Inland nicht erreicht werden kann. Ja, das ist Sicherheitspolitik, wie sie gelegentlich zelebriert wird. Deshalb bin ich der Kommission mehr als nur dankbar dafür, dass sie hier einmal mehr Kohärenz beweist.

*Angenommen – Adopté***Art. 42 Abs. 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 42 al. 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

**Art. 47***Antrag der Kommission**Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 47*Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

AB 2008 S 546 / BO 2008 E 546

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Wir haben vorhin von Einsätzen der Miliztruppen zu Ausbildungszwecken im Ausland gesprochen. Hier geht es um das militärische Personal, im Wesentlichen um die Instrukto­ren. Sollen sie verpflichtet werden können, für Ausbildungsdienste oder für Friedenssicherungsdienste im Ausland für die Armee zu arbeiten? Der Nationalrat lehnt das ab. Wir glauben, dass diese Ablehnung sachlich nicht gerechtfertigt ist.

Wenn wir unsere Miliztruppen zu Ausbildungszwecken ins Ausland schicken, und es fehlt das militärische Instruk­tionspersonal, weil dieses sich darauf beruft, man könne nicht verpflichtet werden, im Ausland zu arbeiten, dann ist der Ausbildungsauftrag der Miliz nicht gesichert. Wenn wir Friedensförderungseinsätze in Kosovo leisten, und gleichzeitig würden beispielsweise die Piloten sagen, sie flögen nicht, oder die Fahrzeugspezialisten würden sagen, sie reparierten nicht, könnten wir die Aufträge gar nicht erfüllen. Es ist daher sachgerecht, dass das Militärpersonal, also Instrukto­ren und Berufsangestellte, verpflichtet werden kann, seinen Dienst im Ausland zu leisten. Darauf ist bereits in den Anstellungsbedingungen hinzuweisen.

Es ist das Argument vorgetragen worden, dass wir, wenn wir das Militärpersonal verpflichten würden, im Aus­land Dienst zu leisten, Versprechen aus dem Jahr 2001 brechen würden. Man habe nämlich zugesichert, niemand werde verpflichtet, im Ausland Dienst zu leisten. Selbstverständlich galt dies für Friedensförderungseinsätze der Miliz. Aber dort, wo es sich um berufliche Angestellte der Armee handelt, muss anderes gelten. Auch diese haben die freie Wahl: indem sie darauf verzichten, sich beim Militär anstellen zu lassen, oder indem sie, wenn sie zu solchen Diensten verpflichtet würden, ihren Dienst quittieren.

Wir bitten Sie daher, dem Bundesrat zu folgen.

Kuprecht Alex (V, SZ): Artikel 47 Absatz 4 über den Einsatz des militärischen Personals ist eine der Kernbestimmungen dieses Militärgesetzes. Absatz 4 sieht vor, dass das Personal der Armee zu Ausbildungszwecken und insbesondere auch zu Einsätzen in Friedensförderungs- und Assistenzdiensten im Ausland verpflichtet und befehlsmässig abkommandiert werden kann. Diese Verpflichtung für das militärische Personal, Einsätze im Ausland zu leisten, entstammt der Problematik, dass trotz der fehlenden Bereitschaft, derartige Dienste freiwillig zu leisten, das notwendige Fundament der Einsatzbereitschaft der Schweizer Armee nicht gefährdet werden darf. Die Freiwilligkeit, derartige Dienste zu leisten, war jedoch das zentrale Argument bei der seinerzeitigen Abstimmungsvorlage für die Partnerschaft für den Frieden im Jahr 2000. Gerade diese Maxime war wohl entscheidend dafür, dass das schweizerische Stimmvolk dieser Vorlage damals zugestimmt hat.

Mit Absatz 4 brechen wir jedoch die damalige Absichtserklärung und muten nicht nur den Angehörigen der Ar­mee enorm viel zu, sondern brüskieren damit auch deren Angehörige in kaum verständlicher und verantwort­barer Weise. Ich gebe zu, dass eine einmalige Abkommandierung oder gelegentliche Abkommandierungen wohl noch verkraftbar wären, sofern es sich um ein Land handelt, in dem die Schweiz tatsächlich ein direktes Interesse für einen friedensfördernden bzw. friedenserhaltenden Dienst hat. Dieser Absatz schafft jedoch die Möglichkeit, wiederkehrende Einsätze befehlen zu können, was zu einer äusserst belastenden Situation im fa­miliären Umfeld derartig eingesetzter militärischer Angestellter führen könnte bzw. führen wird. Was wären die Folgen? Mit Kündigungen von derart spezialisierten Berufsleuten wie Helikoptermechanikern, Berufsoffizieren und Berufsunteroffizieren müsste vermehrt gerechnet werden, was alles andere als im Interesse unserer Ar­mee liegen dürfte und unsere ausserordentlich hohen Bedürfnisse in Bezug auf die Ausbildung im eigenen Land weiter gefährdet.





Es ist heute nicht der Zeitpunkt gekommen, das Ansehen der Leistungsfähigkeit unserer Armee – oder von Teilen davon – bei ausländischen Behörden und der internationalen Generalität zu stärken. Wir haben in diesem Bereich im eigenen Land genügend Probleme zu lösen, wobei ich der festen Überzeugung bin, dass diese Probleme lösbar sind und auch gelöst werden. Dieser Absatz wird dennoch die angeheizte Diskussion rund um unsere Armee weiter und noch mehr belasten, was alles andere als wünschenswert ist. Es liegt mir heute sehr daran, auch diese etwas kritische Haltung in Bezug auf diesen Absatz 4 von Artikel 47 auf den Tisch zu legen, auch wenn es keinen Antrag auf Ablehnung seitens der Kommission gegeben hat. Ich hoffe jedoch, dass mit dieser Verpflichtung kein neuer Graben entsteht und somit auch keine ungewollte Welle von Kündigungen erfolgen wird.

Ich betrachte dieses Gesetz als Gesamtes und werde es selbstverständlich nicht wegen eines einzelnen Absatzes, der mir Probleme und Kummer bereitet, in der Gesamtabstimmung ablehnen, sondern es unterstützen.

Maissen Theo (CEg, GR): Ich denke, bei dem, was Herr Kuprecht jetzt bezüglich des seinerzeitigen Abstimmungsergebnisses gesagt hat, ist es relativ schwierig, sicher zu sein, denn ob die hier zur Diskussion stehende Frage wirklich der entscheidende Punkt dafür war, dass die Vorlage angenommen wurde, ist eine Interpretationsfrage. Ich selber bin der Überzeugung, dass eine militärische Ordnung und auch die Möglichkeit, Aufträge zu erfüllen, gewisse Befehlsstrukturen und Kompetenzen brauchen. Ich denke, es ist nicht mehr so, wie es bei uns war, als es im Militär hiess: Es wird befohlen, und es ist zu gehorchen, ohne zu fragen. Ich denke, heute kann ein solcher Auftrag hinterfragt werden, oder es kann verlangt werden, dass er erklärt wird. Ich bin für diese Regelung. Ich denke, dass sie Sinn macht und notwendig ist.

Ich habe einfach ein Anliegen, Herr Bundesrat: Was nicht passieren darf, ist, dass Leute, die zu solchen Einsätzen abkommandiert werden, finanzielle Nachteile gegenüber jenen erleiden, die nicht dazu abkommandiert werden. Ich kenne die Details nicht. Ich habe nur vernommen und möchte Ihnen das hier weitergeben, Herr Bundesrat, dass diesbezüglich gewisse Unzulänglichkeiten bestehen. Ich weiss es nicht im Detail. Aber ich möchte das, was an mich herangetragen worden ist, hier in diesem Sinne deponieren, dass der Bundesrat ein Auge darauf wirft, dass ins Ausland Abkommandierte mindestens finanziell nicht benachteiligt werden, in welcher Form auch immer.

Schmid Samuel, Bundesrat: Herr Maissen, ich teile Ihre Auffassung. Es gab Interventionen meinerseits; dies weniger, weil Auslandeinsätze mit finanziellen Nachteilen verbunden gewesen wären – ich glaube, das war nicht das Problem –, sondern vielmehr, wobei das letztlich aufs Gleiche hinauskommt, weil die Leute ihre Karrieren unterbrechen und ins Ausland gehen mussten. Bei ihrer Rückkehr waren ihre früheren Stellen besetzt. Jetzt ist es unsere klare Absicht – ich kämpfe zusammen mit der Armeespitze seit Jahren dafür –, dass es, wenn der Dienst gut und erfolgreich geleistet wird, eher karrierefördernd als karrierehindernd sein soll. Es ist wie ein Auslandsaufenthalt für einen Konzernmitarbeiter: Wenn ein Erfahrungsgewinn festgestellt werden kann, führt das nicht zu einer Behinderung der Karriere. Ich teile also Ihre Auffassung und nehme dieses Anliegen gerne nochmals auf.

Zu Herrn Kuprecht: Ich begreife sein Bemühen, das Gesetz letztlich optimiert durch die Schlussabstimmung zu bringen. Man sollte nicht davon ausgehen, dass permanent Leute dazu gezwungen werden müssen, ins Ausland zu gehen. Die Erfahrungs- und Erlebniswerte sind durchaus positiv. Allerdings haben wir in Spezialbereichen gelegentlich auch einen Personalnotstand, der dann überbrückt werden muss. Die Aufenthalte sind von relativ kurzer Dauer. Ein normales Auslandengagement dauert sechs Monate; für Spezialisten ist es wesentlich kürzer. Für Mechaniker und andere Spezialisten gibt es, Irrtum vorbehalten, dreiwöchige Aufenthalte. Sie kommen immer wieder an den gleichen Ort, aber für die Familien und das persönliche Umfeld ist es so

AB 2008 S 547 / BO 2008 E 547

wesentlich erträglicher, als wenn es für eine längere Zeit wäre.

Angenommen – Adopté

Art. 48a, 48b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 48a, 48b

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national





Angenommen – Adopté

Art. 54a

Antrag der Kommission

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2bis

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 54a

Proposition de la commission

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2bis

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 55–58

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 66b

Antrag der Kommission

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 4, 5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 66b

Proposition de la commission

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 4, 5

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Wenn Sie gestatten, hole ich eine Bemerkung zu Artikel 54a nach: Wir haben Artikel 54a in der Fassung des Bundesrates verabschiedet, nicht weil wir inhaltlich eine Änderung herbeiführen wollten, sondern weil das Wort "freiwillig" nach unserer Betrachtung in der Wendung "zu solchen Diensten bereit sein" eingeschlossen ist. "Freiwillig bereit sein" ist fast ein weisser Schimmel.

Nun zu Artikel 66b Absatz 4: Es geht bei den Artikeln 66, 66a und 66b um den Friedensförderungsdienst und bei Artikel 66b im Speziellen um die Zuständigkeiten, um die Frage, wer diesen Friedensförderungsdienst beschliesst. Gegenüber dem heutigen Recht ändert der Bundesrat drei Elemente:

1. Bereits ab 30 Armeeangehörigen soll die Bundesversammlung und nicht mehr der Bundesrat zuständig sein. Bisher konnte das Parlament erst ab 100 Armeeangehörigen entscheiden; seine Kompetenz wird erweitert.

2. Zur Dauer: Für höchstens 30 Armeeangehörige soll bis zu einer Dauer von sechs Monaten der Bundesrat den Friedensförderungsdienst endgültig beschliessen können. Diese beiden Elemente – 30 Personen und sechs Monate – spielen zusammen. Wir unterstützen diese neue Kombination. In den letzten Jahren wurden Erfahrungen gesammelt. Diese besagen, dass nicht bloss der eigentliche Einsatz vor Ort, beispielsweise in Kosovo, zu zählen ist, sondern ebenso die Vorbereitung und die Einrichtung des Einsatzes vor Ort, ebenfalls später der Abbau und die Rückführung. Zusammen mit dem Einsatz selber wird die Zeit von bisher drei Wochen immer massiv überschritten. Friedensförderungseinsätze können mit Vor- und Nachbereitung nicht in



einem dreiwöchigen Wiederholungskurs geleistet werden. Daher scheinen uns die Zahlen von sechs Monaten und 30 Armeeangehörigen ausgewogen.

3. Eine weitere Änderung ist die Präzisierung, dass das Parlament einen Einsatz spätestens "in der übernächsten ordentlichen Session nach Beginn des Einsatzes" genehmigen soll. Der Nationalrat hat das in die Formulierung "in der nächsten ordentlichen Session" abgeändert.

Machen wir ein Beispiel, und nehmen wir an, der Bundesrat habe am 8. September einen Friedensförderungseinsatz beschlossen, beispielsweise den Einsatz einer gewissen Zahl Militärbeobachter oder eine Hilfeleistung im Ausland. Wir müssten also bereits in dieser Herbstsession abschliessend über diesen Einsatz beraten und ihn genehmigen. Diese kurze Zeit würde dem Bundesrat kaum erlauben, die Botschaft genügend auszuarbeiten, und die Kommissionen könnten sich gar nicht genügend tief damit auseinandersetzen. Daher sprechen wir uns klar dafür aus, dass wir die nächste Session als Regel betrachten. Es darf nicht sein, dass der Bundesrat leichthin die Botschaft erst auf die übernächste Session bringt. Aber im Sinne einer Ausnahme soll eine Genehmigung in der übernächsten Session möglich sein.

Bei Artikel 66b Absatz 5 geht es darum, die Möglichkeit der Fortführung eines Friedensförderungseinsatzes bereits im Genehmigungsbeschluss an den Bundesrat zu delegieren. Der Bundesrat aber ist nicht frei. Er muss zuerst die Aussenpolitischen und die Sicherheitspolitischen Kommissionen beider Räte konsultieren. Das sind immerhin sechzig bis siebzig Parlamentarier. Also besteht ein erhebliches Mass an Kontrolle und Einflussmöglichkeit des Parlamentes auch bei einer Verlängerung. Zudem würde die Tatsache, dass eine Verlängerung im Voraus nicht delegiert werden kann, den Bundesrat eher dazu verleiten, dem Parlament sehr lange Einsätze vorzuschlagen, während unsere Lösung eher kürzere Einsätze mit Verlängerungsmöglichkeiten wahrscheinlich macht. Zudem ist es lediglich eine Ermächtigung des Parlamentes, und wir halten dafür, dass sich die Bundesversammlung diese Beweglichkeit nicht bereits im Gesetz nehmen lassen soll. Sie kann im Einzelfall entscheiden, ob sie die Verlängerungskompetenz erteilen will oder nicht.

Angenommen – Adopté

Art. 67 Abs. 2

Antrag der Kommission
Unverändert

Antrag Fetz

... Hinsicht zu bewältigen. Die Wahrnehmung dauerhafter Assistenzdienste ist ausgeschlossen.

Art. 67 al. 2

Proposition de la commission
Inchangé

Proposition Fetz

... matériel ou de temps. Les services d'appui de longue durée sont exclus.

Fetz Anita (S, BS): Mit meinem Antrag möchte ich, dass die Assistenzdienste der Armee im Innern der Schweiz ausgeschlossen sind, sofern sie dauerhaft sind. Es ist übrigens nicht der gleiche Antrag, wie er im Nationalrat durchgekommen ist, sondern mir geht es primär darum, die Assistenzdienste im Innern auszuschliessen, sofern sie dauerhaft sind.

AB 2008 S 548 / BO 2008 E 548

Sie wissen: Die Bundesverfassung schränkt den Einsatz der Armee aus staatspolitischen Gründen grundsätzlich stark ein. In Artikel 58 Absatz 2 werden zwei klare Kriterien genannt, bei denen die Armee zur Unterstützung der zivilen Behörden im Innern zum Einsatz kommen kann: erstens bei der Abwehr schwerwiegender Bedrohungen der inneren Sicherheit und zweitens bei der Bewältigung anderer ausserordentlicher Lagen. Nun frage ich Sie: Liegt eine schwerwiegende Bedrohung der inneren Sicherheit vor, sodass die Armee den Botschaftsschutz gewährleisten muss, nur weil Kantone über Jahre hinweg zu wenig Polizeipersonal einstellen? Oder kann man tatsächlich von einer ausserordentlichen Lage sprechen, worauf die Armee seit einem Jahrzehnt rund 200 Soldaten im dauerhaften Einsatz hat, nur weil das Grenzwachtkorps seit zehn Jahren einen chronischen Personalunterbestand hat? Das kann doch nicht die Aufgabe der Armee sein!

Der Wille des Verfassungebers ist nicht, dass die Armee dauerhaft personelle Lücken der Polizei stopft. Der Wille des Verfassungebers ist vielmehr, dass die Armee im Innern zum Zuge kommt, wenn tatsächlich ei-





ne schwerwiegende Bedrohung vorliegt. Zu denken ist da etwa an ernsthafte terroristische Bedrohungen, bei welchen es auch darum geht, dass die Armee die zivilen Behörden unterstützt, aber auch an einmalige Grossereignisse wie zum Beispiel die Euro 2008. Auch da ist es für mich plausibel, dass die Armee Unterstützung im Hintergrund leistet; das ist vertretbar. Klar nicht Aufgabe der Armee ist es – ich muss es nochmals betonen –, den Kantonen ihre personellen Lücken bei der Polizei und dem Bund jene bei der Grenzschutz zu stopfen. Ich weiss, die Verfassung schreibt auch vor, dass die Armee den Kantonen notfalls subsidiär zur Seite stehen soll – allerdings mit Betonung auf "notfalls" und nicht dauerhaft, wie das beim Botschaftsschutz geschehen ist. Ich möchte Sie, Herr Bundesrat Schmid, sehr zu Folgendem auffordern und Sie darin auch unterstützen: Bleiben Sie standhaft, Sie haben ja vor, diese Botschaftsunterstützung im Jahr 2010 auslaufen zu lassen. Ich weiss natürlich, dass es die einen oder anderen Kantone gibt, die diese Unterstützung noch so gerne weiterhin in Anspruch nehmen würden, aber es ist nicht Aufgabe unserer Armee, dauerhafte Einsätze im Innern zu leisten. Die Übergangszeit für die Kantone, die bis 2010 ihre Polizeikörper endlich so aufzustocken haben, wie sie es, wie es klar ist, seit Jahren – seit Jahren! – tun müssten, ist eigentlich lang genug; das sind immerhin noch zwei Jahre.

Mir ist klar, dass es für viele Kantone eine finanzielle Entlastung ist, wenn sie immer wieder auf die Unterstützung der Armee zurückgreifen können, und dass sie darum die kantonalen Polizeikörper auf dem absoluten Minimum belassen und bei den kleinsten Herausforderungen nach der Armee rufen. Wir alle wissen, dass die innere Sicherheit eine hoheitliche Aufgabe der Kantone ist, darum sollen sie diese auch selbstständig wahrnehmen und ihre Polizeikörper entsprechend aufstocken. Wir alle wissen, dass in der Schweiz etwa 3000 Polizisten fehlen, und das schon seit Jahren. Hier sind die Kantone in der Pflicht. Wenn wir ihnen weiter laufend die Armee zur Verfügung stellen, ist das nicht nur verfassungsmässig und staatspolitisch sehr zweifelhaft, sondern auch ein schlechter Anreiz für sie, endlich ihre Hausaufgaben zu machen.

Neben dem staatspolitischen gibt es aber noch einen anderen Grund, warum ich finde, dass wir diesen Zusatz in den Artikel einfügen sollten, sodass keine dauerhaften Einsätze durchgeführt werden dürfen: Ich finde, es ist auch mit Blick auf die Ausbildung und die Beschäftigung der Soldaten nicht unbedingt eine extrem weiterbildungsfördernde Aufgabe, vor Botschaften zu stehen und sich tödlich zu langweilen, während sie eigentlich sinnvollere Aufgaben wahrnehmen könnten. Dann gibt es für mich auch noch die Ebene der Effizienz: Wenn ich mir vorstelle, wie viele dieser Soldaten in dieser Zeit im zivilen Beruf, wo sie x-mal produktiver wären, ihre Leistung nicht erbringen können, dann sehe ich, dass das im höchsten Grade ungeschickt ist.

Ich weiss, dass nun teilweise Lösungen gesucht werden, indem statt Durchdiener vermehrt WK-Soldaten eingesetzt werden oder indem Durchdiener durch Angehörige der Militärischen Sicherheit ersetzt werden. Nun muss ich Ihnen aber einfach sagen: Falls die professionellen Angehörigen der Militärischen Sicherheit tatsächlich so abkömmlich sind, dass sie dauerhaft als Lückenbüsser einspringen können, wenn polizeiliche Aufgaben erfüllt werden müssen, dann ist die Militärische Sicherheit doch überdotiert, dann gibt es zu viele dieser professionellen militärischen Polizisten. Wenn es aber nicht zu viele gibt, dann sollen sie auch nicht ständig für solche Dienste eingesetzt werden.

Sie sehen, ich verlange nicht die harte Formulierung des Nationalrates, die einen Einsatz der Armee als Unterstützung im Innern generell ablehnt. Ich denke, solche Grossereignisse wie die Euro 2008 müssen möglich sein. So etwas findet alle zwanzig oder fünfzig Jahre mal statt. Aber was jetzt definitiv beendet werden muss, sind die Botschaftsbewachungen. Ich meine auch, die Sicherheit bei einem WEF oder bei den internationalen Konferenzen zu garantieren ist eine polizeiliche Aufgabe. Hier sollen die Kantone mit entsprechendem Personal einander unterstützen. Für mich gehört die Polizeiaufgabe im hoheitlichen Bereich zum Service public. Da wollen wir keine Armee, und da wollen wir übrigens auch keine Bundespolizei – auch solche Bestrebungen hat es schon mal gegeben. Da wollen wir auch keine privaten Sicherheitsfirmen, sondern da gehören ausgebildete Polizisten hin.

Deshalb bitte ich Sie, diesen Antrag zu unterstützen und damit die Kantone zu ermutigen, jetzt auch ihr Personal entsprechend aufzustocken.

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Wie Frau Fetz treffend festgestellt hat, geht es hier um den Assistenzdienst, um die Unterstützung ziviler Behörden für Aufgaben im öffentlichen Interesse, und zwar dort, wo diese Aufgaben personell, materiell oder zeitlich nicht mehr genügend von den zivilen Behörden erfüllt werden können. Dieser Grundsatz ist unbestritten. Der Nationalrat aber hat in Absatz 2 auf einen Minderheitsantrag Voruz hin einen Satz beigefügt: "Die Wahrnehmung vorhersehbarer und dauerhafter Assistenzdienste ist ausgeschlossen." Nach verschiedenen, unwidersprochen gebliebenen Voten im Nationalrat genügt eines der beiden Elemente. Wenn also ein Assistenzdienst vorhersehbar oder dauerhaft ist, darf er nicht geleistet werden. Nicht möglich wären also als voraussehbare Einsätze das WEF oder die Euro. Möglich wären wahr-



scheinlich noch Katastropheneinsätze, falls sie nicht vorhersehbar sind. Ob ein Wirbelsturm dann vorhersehbar gewesen wäre, ist eine Interpretationsfrage, aber immerhin.

Der Beschluss des Nationalrates war wohl eine Reaktion auf die langen Botschaftseinsätze, welche auch Frau Fetz angesprochen hat. Und die Kantone haben ebenfalls Verständnis für diese Reklamation, denn sie haben den Einsatz der WK-Milizen für diese Botschaftsbewachungen ebenfalls kritisiert. Andere, welche dem Minderheitsantrag zugestimmt haben, wollen eine ganz andere Armee. Sie wollen, dass unsere Armee grundsätzlich keinen Assistenzdienst leistet. Dazu gehören Sie nicht, Frau Fetz.

Aber der vorgeschlagene Satz des Nationalrates befriedigt nicht. Die beiden Begriffe "vorhersehbar" und "dauerhaft" sind unpräzise, sie sind sehr interpretationsbedürftig. Ab wann ist eine Massnahme vorhersehbar, ab wann ist sie dauerhaft? Darüber könnten wir immer streiten. Die vom Nationalrat vorgeschlagene Regelung ist aber auch inhaltlich problematisch. Sie würde nämlich den Schutz ausländischer Vertretungen in alle Zukunft verhindern. Wollen wir das? Heute wissen wir, dass unser Auftrag nicht fortgeführt werden soll, aber so wäre er generell beseitigt. Aber die Regelung des Nationalrates ist – das scheint mir zentral zu sein – inhaltlich gar nicht nötig. Einsätze von mehr als 2000 Armeeangehörigen oder wenn sie länger als drei Wochen dauern – und Botschaftseinsätze, Euro-Einsätze dauern immer gesamthaft länger als drei Wochen – sind ja durch das Parlament zu genehmigen. Das Parlament kann also dauerhafte

AB 2008 S 549 / BO 2008 E 549

und vorhersehbare Einsätze aufgrund der bestehenden Gesetzgebung verhindern, wenn es sie nicht will. Mit der vorgeschlagenen Regelung des Nationalrates würden wir unsere eigene Handlungsfreiheit einengen.

Eine weitere Frage, die wir in der Kommission diskutiert haben, ist folgende: Ist eine Einschränkung, wie sie der Nationalrat macht, nicht sogar verfassungswidrig, weil die Verfassung uns vorschreibt, Assistenzdienste zu leisten? Mit der Lösung des Nationalrates wären sie zum grossen Teil nicht mehr möglich; nur bei unvorhersehbaren Katastrophen könnte die Armee mit Assistenzdiensten unterstützend wirken.

Zum Antrag Fetz: Frau Fetz, Sie haben das Wort "vorhersehbar" gestrichen und möchten nur noch die dauerhaften Assistenzeinsätze ausschliessen. Ich glaube, Sie lösen das Problem damit nicht. Wir müssen das Gesetz ansehen. Wo können nach Artikel 67 Assistenzeinsätze geleistet werden? Gemäss Absatz 1 Buchstabe a zur Wahrung der Lufthoheit. Zur Wahrung der Lufthoheit setzen wir unsere Luftwaffe ein, damit keine Flugzeuge unbefugterweise den Luftraum der Schweiz verletzen, damit nicht allfällige terroristische Angriffe durch die Luft erfolgen, damit keine unerlaubten Flugbewegungen ziviler Art in der Schweiz stattfinden. Das ist Polizeidienst. Dafür sind die Kantone und der Bund verantwortlich. Damit wir nicht zwei Luftflotten brauchen, eine militärische und eine polizeiliche, nimmt die militärische die zivilen Aufgaben wahr – das ist vertraglich geregelt. Nun möchten Sie also diesen dauerhaften Einsatz verunmöglichen. Die Wirkung Ihres Antrages ist folgende: Die zivile Luftraumüberwachung könnte durch das Militär nicht mehr erfolgen. Sie wollen das nicht, aber es ist die nichtbedachte Folge Ihres Antrages. Sie möchten lediglich, dass die Botschaftseinsätze nicht mehr durch das Militär erfolgen. Grundsätzlich herrscht heute Einigkeit darüber, dass diese nicht fortgeführt werden sollen. Aber wer garantiert, dass sie in Zukunft, in Zeiten erhöhter Spannung, nicht wieder nötig wären? Diese Handlungsfreiheit sollten wir uns nicht nehmen!

Gestatten Sie mir eine letzte Bemerkung: Sie haben gesagt, diese Botschaftsbewachungen seien kein spannender Dienst. Ich sage sogar, Ernsteinsätze sind nie spannend. Sie verlangen sehr viel Disziplin, sehr viel Selbstbeherrschung, Kampf gegen Langeweile, Pflichtbewusstsein unter mühsamen Bedingungen. Nur so erfüllt ein Soldat seinen Auftrag. Wer glaubt, dass spannende, kurzweilige Einsätze, wo es wie im Flipperkasten oder im Computer dröhnt und schießt, Alltag seien – ich hoffe, solche Einsätze werden nie Alltag –, dem muss ich sagen: Spannende Einsätze sind sehr selten. Der Alltag verlangt sehr viel Beherrschung und rigide Arbeit an Details, ohne dass man ein höchst spannendes Erlebnis nach Hause tragen kann.

Ich bitte Sie aus diesen Gründen – Sie verzeihen mir die ausführliche Stellungnahme, es ist die letzte grosse Differenz –, der Kommission und dem Bundesrat zu folgen.

Kuprecht Alex (V, SZ): Die Ergänzung, die der Nationalrat am Ende von Absatz 2 eingefügt hat, bedeutet meines Erachtens eine unausweichliche Gefährdung oder gar das gänzliche Aus für wichtige Aufgaben, die unsere Armee in der Vergangenheit wahrgenommen hat. Voraussehbare Anlässe mit Tausenden von Teilnehmern und Teilnehmerinnen sowie Besuchern und Besucherinnen, wie beispielsweise das Eidgenössische Turnfest oder das Eidgenössische Schwingfest, die zweifellos eine grosse Tradition haben, dürfen mit Sicherheit als von nationaler Bedeutung bezeichnet werden. Ohne den Einsatz von Genie-, Logistik-, Sanitäts-, Transport- und Übermittlungstruppen wären derartige Anlässe kaum oder gar nicht mehr durchführbar. Dabei geht es nicht um eine Kompanie Soldaten, die im Berner Oberland während eines Tages eine Rennpiste in den Schnee



stampft und durch Zivilschutzleistende ersetzt werden könnte. Vielmehr geht es darum, Wissen, Material und Manpower der Armee zugunsten unserer Bürgerinnen und Bürger für die Durchführung nationaler Anlässe und von Ereignissen von Bedeutung einzusetzen und diese dadurch erst zu ermöglichen. Wer das nicht mehr will, soll das dem Volk und den beteiligten Organisationen klar und deutlich mitteilen. Es wäre kaum verantwortbar und für den einfachen Bürger unvorstellbar, wenn für die Gewährleistung der Sicherheit des WEF, eines privaten Anlasses, die notwendigen Kräfte der Armee auf Begehren und zugunsten des Standortkantons zur Verfügung gestellt würden, währenddem die verantwortlichen Organisatoren des Eidgenössischen Turnfestes, an dem Zehntausende teilnehmen und das Zehntausende besuchen, nicht mehr mit dieser Hilfe rechnen könnten. Beide Ereignisse wären voraussehbar und dürften deshalb nicht mehr durch die Armee unterstützt werden.

In einem Punkt teile ich jedoch die Ansicht des Nationalrates: Es kann und darf nicht sein, dass die Angehörigen unserer Armee immer und immer wieder ihre kostbare Ausbildungszeit in der Kompanie bzw. im Bataillon dem Schutz ausländischer Botschaften opfern müssen. Diese Aufgabe hat in der Vergangenheit zu ausserordentlicher Missstimmung geführt und muss gänzlich eingestellt werden. Das vom Bundesrat beschlossene Reduktionskonzept ist deshalb zu begrüssen und muss bis zur gänzlichen Einstellung dieser Assistenzdienste umgesetzt werden. Solange man jedoch seitens des VBS immer wieder Hand für Lösungen bietet, werden die Kantone wohl diese hoheitliche Polizeiaufgabe nicht vollumfänglich wahrnehmen oder wahrnehmen wollen. Es ist deshalb sehr zu hoffen, dass bei abklingender Konjunktur die dringend notwendige Aufstockung der Polizeikorps durch die Kantone nun endlich getätigt werden kann.

Ich möchte Sie deshalb dringend bitten, dem Bundesrat und somit der Kommission zu folgen.

Bürgi Hermann (V, TG): Ich nehme nur noch Stellung zum Antrag Fetz. Eine Vorbemerkung: Ich teile die Auffassung von Frau Fetz, dass die Kantone – nicht alle Kantone – in Bezug auf die Grösse der Polizeikorps ihre Hausaufgaben nicht gemacht haben. Ich sage das bei jeder passenden und unpassenden Gelegenheit. Es kann sicher nicht so sein, dass die Armee gleichsam an die Stelle der Polizei tritt.

Eine weitere Bemerkung, die die Botschaftsbewachung anbelangt: Die kann man jetzt wirklich nicht mehr als Beispiel anführen. Denn wir haben schon beim Entwicklungsschritt 2008–2011 dargelegt, dass die Botschaftsbewachung zu Ende geht. Also mit der Botschaftsbewachung hat das überhaupt nichts mehr zu tun; die geht jetzt zu Ende.

Ich habe ein gewisses Verständnis, Frau Fetz, wenn Sie davon sprechen, dass man dauerhafte Einsätze gleichsam limitieren soll, dass sie also nicht dauerhaft sein dürfen. Wenn ich dennoch zu einem anderen Schluss komme, dann aus den folgenden Überlegungen: Die erste Überlegung ist eine verfassungsmässige. Die Verfassung besagt in Artikel 58 Absatz 2: "Sie" – die Armee – "unterstützt die zivilen Behörden bei der Abwehr schwerwiegender Bedrohungen der inneren Sicherheit und bei der Bewältigung anderer ausserordentlicher Lagen." Eine solche Situation kann eben dauerhaft sein; das kann dauerhaft sein. Die Verfassung lässt eine Limitierung und eine Beschränkung schlechterdings nicht zu.

Nächste Überlegung: Ihr Hinweis, das dürfe nicht dauerhaft sein, ergibt sich meines Erachtens aus dem bestehenden Gesetzestext. Da habe ich auch schon verschiedentlich darauf hingewiesen, dass man meines Erachtens hier durchaus etwas rigider sein dürfte. Was besagt der bestehende Gesetzestext? Er besagt in Artikel 67 Absatz 1, für welche Zwecke die Armee überhaupt infrage kommt. Dort ist schon eine Beschränkung, man muss sie nur so anwenden. Ein weiterer Punkt betrifft Absatz 2. Es wird ganz klar gesagt, die Aufgabe, wie sie in Absatz 1 umschrieben wird, müsse im öffentlichen Interesse liegen und es dürfe den zivilen Behörden nicht mehr möglich sein, die Angelegenheit zu bewältigen. Damit haben wir ein klares Subsidiaritätsprinzip. Es kann nicht angehen, in normalen Lagen die Armee einzusetzen. Das verbietet das Gesetz.

Deshalb bin ich der Meinung, dass keinerlei weitere Einschränkungen mehr vorzusehen sind, wenn das bestehende Gesetz so angewendet wird; ich sehe es gar nicht so, wie

AB 2008 S 550 / BO 2008 E 550

der Nationalrat es sagt. Aber ich bin auch der Meinung, dass der Hinweis, die Wahrnehmung dauerhafter Assistenzdienste sei ausgeschlossen, in Anbetracht des geltenden Rechtes nicht nötig ist.

Noch eine Bemerkung zum WEF, Herr Bundesrat Schmid wird das wahrscheinlich auch noch sagen: Das WEF, Frau Fetz, ist ohne die Armee nicht durchführbar. Die Konkordate stellen die Polizeikräfte, die sie zur Verfügung stellen können, zur Verfügung, aber es braucht noch mehr. Wenn Sie das WEF als Beispiel für einen Einsatz anführen, der bei dauerhaftem Assistenzdienst keinen Platz haben soll, muss ich Ihnen sagen, dass das WEF sicherheitsmässig nicht mehr zu bewältigen wäre.

Noch eine letzte Bemerkung zur Armee im Zusammenhang mit dem verfassungsmässigen Auftrag der As-





sistenzdienste, wie sie im Gesetz vorgesehen sind: Wir müssen sehen, dass es in diesem Land im Bereich der Sicherheit nur eine Reserve gibt; das ist die Armee. Das müssen wir einmal einsehen. Wenn eine sicherheitspolitische Lage größeren Ausmasses eintritt, sind die ordentlichen Sicherheitskräfte rasch – sehr rasch, sage ich Ihnen – ausgeschöpft, da sie nicht nachhaltig einsetzbar sind. Es gibt nur eine Reserve in diesem Land; das ist die Armee. Deshalb müssen wir das schon etwas differenziert betrachten, wenn wir jetzt von diesen Assistenzdiensten sprechen. Ich bin aber auch klar der Meinung, Frau Fetz, dass es nicht angehen kann, dass die Armee gleichsam für alles und jedes eingesetzt wird. Um das zu verhindern, brauchen wir aber Ihren Antrag nicht. Hierfür müssen wir nur das Gesetz strikt anwenden. Ich bin deshalb der Meinung, dass wir den Antrag Fetz ablehnen sollten.

Schmid Samuel, Bundesrat: Ich anerkenne, dass Frau Fetz hier eine mildere Form beantragt als der Nationalrat. Ich glaube auch, dass wir uns allseits einig sind, dass derartige Einsätze nicht die Regel sein sollen, wenn gleich festzuhalten ist – aber dazu hat Herr Frick Bemerkungen gemacht -: Wachtdienst ist eine schwierige Disziplin. Ich habe nächtelang bei eisiger Kälte leere Scheunen bewacht. Weshalb es nicht auch gelegentlich eine Botschaft sein sollte, begreife ich eigentlich nicht. Denn wir haben Wachtdienst zu üben, und wenn Sie uns – ich überzeichne jetzt etwas – die Botschaften nehmen, dann bewachen wir wieder leere Scheunen.

Aber jetzt ernsthafter: Letztlich spielt die Mechanik. Wachtdienst ist eine schwierige militärische Disziplin, weil sie langweilig ist, tagelang langweilig ist, und plötzlich ist man innert Sekunden auf 200. Das ist nicht so einfach, wie es da vom Tisch daherkommt.

Aber jetzt zum anderen Problem: Was ist eigentlich der Verfassungswille? Ich gebe zu, ich habe es jetzt für diese Sitzung nicht erneut aufgearbeitet. Aber die Verfassung will, der alten, traditionellen, freundeidgenössischen Kultur folgend, eine gegenseitige Unterstützungspflicht stipulieren. Diese Unterstützungspflicht trifft einmal andere Kantone, aber sie trifft eben auch den Bund. Gemäss der alten Verfassung gab es noch kantonale Truppen, die eigentlich dafür gedacht waren, den Kantonen notfalls zur Verfügung zu stehen: eidgenössische Truppen, aber kantonal zugeordnet. Jetzt, bei der modernen Sicherheitstechnik, heisst das wahrscheinlich: Die Verfassung will ein komplementäres und teilweise subsidiäres System, um die Bevölkerung zu schützen.

Herr Bürgi hat von fehlender Reserve gesprochen. Sie können das verschieden umschreiben. Jetzt können wir theoretisch von Folgendem ausgehen: Jawohl, möglichst wenig. Das ist der Bundesbeschluss, den Sie zitiert haben. Gehen Sie davon aus, dass ich da standhaft bin. Allerdings darf ich die Rechnung nicht ohne den Wirt machen, und der Wirt sind die Kantone. Wir sind im Moment mit – Irrtum vorbehalten – etwa hundert oder hundertfünfzig Mann noch in Genf. Für später ist vorgesehen, dass man das abbaut und sie selber ihre Polizeikorps erhöhen. Dieser Bundesbeschluss ist jetzt über ein Jahr alt. Genf hat, wenn es immer noch so ist, in der Zwischenzeit einen einzigen Polizisten rekrutiert. Was macht denn Genf am Schluss? Der Kanton Genf erfüllt in Genf eine völkerrechtliche Verpflichtung zugunsten des Bundes. Jetzt wird die Lageanalyse von den Behörden in Genf gemacht, nicht von mir in Bern. Wenn Genf dazu kommt, dass es sagt, es brauche Truppenunterstützung, dann sagt der Bundesrat: Nein, la Genève internationale, ça nous est égal, faites ce que vous voulez! Nein, das geht nicht!

Sie sagen, Frau Fetz, für internationale Konferenzen – ich habe das so notiert – sei das eigentlich Sache der Polizei. Kennen Sie den Kräfteansatz für eine internationale Konferenz in Genf? Er liegt zwischen 3000 und 5000. Und stellen Sie sich vor, dass in solchen Einsätzen jeder Posten durch drei Leute zu besetzen ist; denn auch Polizisten und Soldaten kommen nicht ohne Schlaf und Erholung aus. Sicherheit ist ein 24-Stunden-Geschäft. Mit anderen Worten: Alle diese Einsätze sind sehr personalintensiv. Wenn Deutschland eine solche Konferenz hat, dann rekrutiert es die Polizisten aus einem gesamten Polizeikorps von 220 000 oder 230 000 Polizisten. Wissen Sie, wie viele Polizisten wir in der Schweiz haben? 17 000. Die Sicherheit, diese 3000 bis 5000 Leute, ist aber in der Schweiz nicht zwölfmal kleiner als in Deutschland; denn Genf hat genau den gleichen Sicherheitsstandard und -anspruch, wie ihn München oder Berlin hat. Deshalb, sage ich, wird es theoretisch: Wir bemühen uns – und da treffen wir uns ja, gehen wir in die gleiche Richtung – um "so wenig wie möglich, so viel wie nötig". Aber das "so viel wie nötig" lässt sich nicht festhalten. Wir können es nicht definieren.

Ich kann Ihnen ein letztes Beispiel geben: Irakkrieg. Da beginnen die USA, und sofort sind weltweit die Botschaften der USA besser zu schützen. Dann treten andere Länder bei. Da war Frankreich dabei; da war, glaube ich, auch Deutschland dabei; da war Italien dabei; da war Spanien dabei. Und plötzlich steigt dieser Standard. Wie lange, kann ich Ihnen nicht sagen, wenn es heisst "nicht dauernd". Und Sie wüssten dann gar nicht, wie viele Polizisten Sie permanent zu 100 Prozent anstellen müssten. Herr Bürgi hat Recht: Da setzt man eine Reserve ein – und das ist in der Schweiz nur die Armee. Deshalb brauchen wir spezielle Einsatzregeln, um das zivile Primat zu garantieren. Aber um diese Subsidiarität kommen wir nicht herum.



Und ein Letztes noch: Ich könnte mich mit Ihrem Modell sogar anfreunden, wenn Sie mir Folgendes garantieren würden: Erstens habe ich das Recht zu einer Ersatzvornahme zur Anstellung von Polizisten. Dann würde ich in Genf 100 Polizisten auf Kosten des Kantons Genf anstellen. Das ist das Mittel! Entschuldigen Sie, aber letztlich ist das die Alternative! Sicher spricht kein Mensch hier im Ständerat von der Möglichkeit, hier eine Ersatzvornahme machen zu können. Zweitens: Sie könnten mir garantieren, dass dann nicht plötzlich die Armee eingreifen soll, wenn die Lage eskaliert. Unsere guten, braven Milizsoldaten würden dann vor die Botschaften gestellt, wo es am gefährlichsten ist, aber vorher sollen sie keine Erfahrungen sammeln können. Wir haben ja im Einvernehmen mit den Sicherheitspolitischen Kommissionen in dieser Vorlage auf der einen Seite einen minimalen Know-how-Transfer garantiert und auf der anderen Seite Personal abgebaut. Ich habe nicht zu viele Einheiten der Militärischen Sicherheit; diese bräuchte ich eigentlich für anderes. Das ist also primär nicht ein gesuchter Auftrag, aber es ist freundeidgenössische Pflicht. Der Bundesrat kann sich doch nicht, wenn ein Kanton die Lage entsprechend beurteilt, einfach aus der Pflicht schleichen und sagen: Wir beurteilen die Lage anders. Deshalb geht es, wie Sie sehen, letztlich nicht um eine theoretische Differenz, die ich da mit Ihnen austrage, sondern es besteht die praktische Unmöglichkeit, das dann vollziehen zu können. Selbst wenn Sie diesen Antrag durchbringen, werden wir nicht darum herumkommen, bei entsprechendem Bedarf Truppen zur Verfügung zu stellen. Wir interpretieren "dauerhaft" dann halt so, dass es wiederum Platz hat – aber das ist intellektuell auch nicht unbedingt redlich. Deshalb bitte ich Sie, den Antrag Fetz abzulehnen.

Fetz Anita (S, BS): Besten Dank für die ausführliche Diskussion. Einiges hat mir eingeleuchtet; anderes fand ich extrem

AB 2008 S 551 / BO 2008 E 551

spitzfindig, um etwas zu verteidigen, was eigentlich so nicht sein sollte.

Ich habe keine Mühe, zur Kenntnis zu nehmen, dass das offenbar in diesem Gesetz sehr genau geregelt ist. Aber was ich möchte, ist, dass der Bundesrat auch deutsch und deutlich mit den Kantonen redet. Was in den letzten Jahren einfach gemacht wird, sind Sparmassnahmen – die Kantone müssten eigentlich schon längstens die Bestände ihrer Korps erhöhen -; damit hangeln sie sich natürlich jedes Mal wieder über die nächsten Aufgaben. Das geht auf Kosten der Bevölkerung, auf Kosten der Sicherheit in den Quartieren und in den Dörfern. Das finde ich nicht in Ordnung.

Mit diesem Hinweis kann ich diesen Antrag gut zurückziehen. Ich wünsche mir aber, dass man nicht nur von der Subsidiarität redet, sondern dann auch mal den Kantonen sagt, dass sie schlicht und einfach 3000 Polizisten zu wenig angestellt haben und dass es in Zukunft nicht mehr geht, dass die Armee diese personellen Lücken stopft.

Präsident (Brändli Christoffel, Präsident): Der Antrag Fetz ist zurückgezogen worden.

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission*

Art. 70

Antrag der Kommission

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

... konsultiert vorgängig die Präsidentinnen und Präsidenten der Sicherheits- und Aussenpolitischen Kommissionen beider Räte und informiert sie ...

Art. 70

Proposition de la commission

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

... consulte au préalable les présidentes et les présidents des Commissions de la politique de sécurité et de politique extérieure des deux conseils et les informe ...



Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Absatz 2 ist nur das Korrelat zu Artikel 66b Absatz 4, wo wir die gleiche Regelung getroffen haben.

Der Antrag zu Absatz 4 bedarf einer Erläuterung von einigen Sätzen. Der Bundesrat hatte vorgeschlagen, vor Einsätzen zum Schutz von schweizerischen Vertretungen im Ausland die Geschäftsprüfungsdelegation zu konsultieren, doch diese lehnt das selber ab. Der Nationalrat hat sich dem Konzept angeschlossen, möchte aber, dass die Sicherheits- und Aussenpolitischen Kommissionen beider Räte konsultiert und informiert werden. Nun, unsere Kommission reduziert den Kreis der Konsultierten massiv. Werden nämlich gemäss Nationalrat die Sicherheits- und Aussenpolitischen Kommissionen beider Räte konsultiert, sind das insgesamt sechzig bis siebenzig Personen. Nach der Fassung unserer Kommission sind es genau vier Personen, nämlich die vier Präsidenten.

Die letzten Einsätze waren uns bekannt: Die Schweizer Vertretung in Iran musste geschützt werden. Stellen wir uns vor: Wenn nun vier Kommissionen begrüsst, konsultiert und gründlich informiert werden müssen, dann ist dieser künftige Einsatz in der öffentlichen politischen Arena. Das kann nicht im Interesse der Schweiz sein. Auch für Parlamentarier gilt der sinnvolle Grundsatz: nur so viel Wissen wie nötig. Wir glauben, dass aus Gründen der Interessenwahrung der Schweiz Information und Konsultation nicht auf dem grossen Markt erfolgen sollen, sondern in einem kleinen Kreis.

Dies gesagt, unterstreiche ich deutlich, dass eine solche Konsultation eine echte Konsultation sein muss, eine gründliche Information und Meinungsbildung, in aller Regel am gleichen Tisch von Angesicht zu Angesicht. Ich habe als Präsident der Aussenpolitischen Kommission – wo der Präsident ja auch hin und wieder konsultiert werden muss – erlebt, dass ich spät abends in einem kurzen Telefongespräch über etwas konsultiert wurde, das bereits beschlossen war und am nächsten Tag anlaufen sollte. Herr Bundesrat, auf diese Art darf eine Konsultation nicht mehr erfolgen, sondern sie muss unter ausreichender Information zeitlich genügend vorgelagert stattfinden, und wo dies möglich ist, muss sie im gleichen Raum von Angesicht zu Angesicht erfolgen.

Angenommen – Adopté

Art. 77 Abs. 3; 80 Abs. 4; 85 Abs. 3; 102; 103 Abs. 3; 109a; 109b; 113; 122; 123 Abs. 2 Bst. a; 125 Abs. 4; Gliederungstitel vor Art. 130a; Art. 130a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 77 al. 3; 80 al. 4; 85 al. 3; 102; 103 al. 3; 109a; 109b; 113; 122; 123 al. 2 let. a; 125 al. 4; titre précédant l'art. 130a; art. 130a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 130b

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Beim Verkauf von nicht mehr benötigten militärischen Immobilien sind prioritär die Kantone und Gemeinden zu berücksichtigen.

Abs. 2

Der Bundesrat regelt die Kriterien der prioritären Berücksichtigung der Kantone und Gemeinden.

Antrag der Minderheit

(Hess, Bieri, Burkhalter)

Streichen

Art. 130b

Proposition de la majorité

Al. 1

En cas de vente d'immeubles militaires devenus superflus, les cantons et les communes sont à prendre en compte de manière prioritaire.

Al. 2



Le Conseil fédéral règle la prise en compte prioritaire des cantons et des communes.

Proposition de la minorité

(Hess, Bieri, Burkhalter)

Biffer

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Es geht um die Veräusserung von Immobilien, Bauten und Anlagen, welche das VBS nicht mehr benötigt. Unsere Kommission hat den neuen Artikel 130b mit einer Mehrheit von 5 zu 3 Stimmen beschlossen.

Was will dieser Artikel? Er will, dass beim Verkauf von nicht mehr benötigten militärischen Immobilien prioritär die Kantone und Gemeinden berücksichtigt werden. Nun, was heisst "prioritär"? Prioritär heisst nicht zu einem Sonderpreis, heisst nicht Verkauf von Immobilien zu einem Billigpreis an Kantone und Gemeinden. Das VBS muss marktkonforme Preise lösen. Aber es geht um ein Vorrecht, um ein Vorrecht zu Konkurrenzbedingungen für die Kantone und Gemeinden.

Um welche Fälle geht es? Welches sind praktische Beispiele? Zeughäuser und Waffenplätze wurden früher auf die grüne Wiese gestellt, ausserhalb der Orte. Die Siedlungen sind gewachsen. Die Zeughäuser und Waffenplätze sind nun mitten in den Orten, oft an bester Lage. Es geht um Bauland, das grossflächig genutzt werden kann. Wenn nun eine Liegenschaft verkauft werden soll, dann soll sie nach Auffassung der Kommissionsmehrheit zu Konkurrenzbedingungen

AB 2008 S 552 / BO 2008 E 552

zuerst den Kantonen und Gemeinden angeboten werden. Wo mehrere Angebote vorliegen, soll bei gleichem Angebot die Gemeinde oder der Kanton berücksichtigt werden.

In der Diskussion in der Kommission wurde die Befürchtung laut, damit könnte das bäuerliche Bodenrecht ausgehebelt werden. Wenn eine Wiese, zum Beispiel ein ehemaliger Gefechtsplatz, verkauft würde, dann müssten zwingend der Kanton oder die Gemeinde den Vorzug erhalten. Das ist nicht die Meinung. Das bäuerliche Bodenrecht bleibt bestehen. Es geht vor. Aber dort, wo jedermann erwerben kann, und das ist insbesondere bei Bauland im Siedlungsgebiet der Fall, sollen bei gleichen Bedingungen die Gemeinde, der Kanton den Vorzug erhalten.

Die näheren Kriterien, besagt Absatz 2, soll der Bundesrat regeln. Nach Ansicht der Kommissionsmehrheit ist das eine sinnvolle Lösung, weil solche Gebiete eben oft im Interesse der Kantone und Gemeinden sind, wenn sie diese Liegenschaften für Industrie, Bauland, Siedlungen, Gewerbe und andere Zwecke erwerben wollen.

Hess Hans (RL, OW): Die Minderheit ist der Überzeugung, dass diese Bestimmung unnötig ist. Sie weckt falsche Erwartungen, indem Kantone und Gemeinden in den Glauben versetzt werden, dass sie prioritär zu berücksichtigen seien, wenn militärische Immobilien nicht mehr benötigt werden. Das trifft in wichtigen Bereichen – der Berichterstatter hat bereits darauf hingewiesen – aber nicht zu, beispielsweise wenn es um eine landwirtschaftliche Liegenschaft geht, die dem bäuerlichen Bodenrecht unterstellt ist. Wenn es um ein landwirtschaftliches Gewerbe oder um ein Grundstück geht, das militärisch genutzt wurde und nicht mehr für militärische Zwecke benötigt wird, hat nicht der Kanton oder die Gemeinde ein Vorkaufsrecht, sondern, gemäss Artikel 47 des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht, der Pächter. Im Wissen um solche Tatsachen müssen wir auf unklare Gesetzesbestimmungen verzichten. Der Berichterstatter musste jetzt bereits eine Erklärung abgeben, wann diese Bestimmung nicht gelten soll.

Ich weise noch darauf hin, dass diese Bestimmung auf eine Ungerechtigkeit hinausläuft: Es ist mit dieser Bestimmung z. B. nicht mehr möglich, dass eine durch den Bund für militärische Zwecke enteignete Liegenschaft, die der Bund nicht mehr für militärische Zwecke benötigt, vom ehemaligen Eigentümer zurückgekauft wird. Das ist unbefriedigend.

Der Antrag der Mehrheit vermag in einem weiteren Punkt nicht zu befriedigen: Mit einer solchen Lösung wäre der Bund bei einem Verkauf ausgeschlossen, da nur die Kantone und die Gemeinden erwähnt sind. Dabei könnte es durchaus eintreffen, dass der Bund, d. h. ein anderes Departement als das VBS, Verwendung für ein solches Grundstück hätte und an einem Kauf interessiert wäre.

Nochmals: Es ist eine unnötige bzw. unvollständige Bestimmung. Ich bitte Sie, der Minderheit zu folgen.

Jenny This (V, GL): Für mich ist – mit oder ohne diese Bestimmung – wichtig, dass der Markt spielt und dass wirklich zu Marktpreisen veräussert wird. Ob nun die Gemeinde in gewissen Fällen ein Vorkaufsrecht hat oder nicht, scheint mir nicht so relevant. Ich habe sogar noch Verständnis dafür. Aber entscheidend ist,



dass wir den Verkaufspreis erstreben, der dem Markt entspricht. Wenn wir subventionieren, dann sollten wir wenigstens wissen, was wir der entsprechenden Gemeinde erlassen.

Stadler Hansruedi (CEg, UR): Ich habe grosse Sympathie für den Antrag der Mehrheit. Trotzdem denke ich, dass er grundsätzliche Fragen aufwirft, wie sie auch Kollege Hess zum Teil formuliert hat. Es heisst in Absatz 2: "Der Bundesrat regelt die Kriterien der prioritären Berücksichtigung der Kantone und Gemeinden." Ich weiss nicht, was der Bundesrat mit diesem Auftrag macht, an welche Kriterien er denkt. Ich habe mich wirklich gefragt, welcher rechtlichen Natur ein solches Recht sein sollte. Wir kennen die Vorkaufsrechte, wir kennen die Rückkaufsrechte, die Kaufrechte usw. Wo sind diese Rechte eigentlich einzuordnen? Ich bin dankbar, wenn diese Fragen – falls sie heute vom Bundesrat oder von der Kommission nicht geklärt werden können – vom Nationalrat in der Differenzbereinigung noch geklärt werden.

Schmid Samuel, Bundesrat: Wen haben wir alle im Kopf, wenn wir von einem gewissen moralischen Vorrecht sprechen? Das sind sicher, wie die Mehrheit vorschlägt, die Gemeinden, dann die Kantone, dann vergessen Sie bitte auch den Bund nicht – Herr Hess hat darauf hingewiesen –, und es sind schliesslich auch die früheren Eigentümer, denen das Land seinerzeit gehörte und die enteignet wurden. Jetzt gibt es Kriterien, die von Armasuisse angewendet werden. Entschuldigung, jetzt muss ich noch den freien Markt erwähnen, der da auch beteiligt ist. Die Kriterien von Armasuisse haben bisher zwar gelegentlich Schlagzeilen gemacht, aber im Grossen und Ganzen fahren wir damit gut. Ich würde eher empfehlen, dass Sie die Praxis verfolgen und versuchen, Einfluss zu nehmen, wenn Sie den Eindruck haben, das laufe nicht korrekt, statt dass Sie über das Gesetz etwas regeln, was dann auch nicht ganz vollständig ist, nämlich in Bezug auf den früheren Eigentümer und auf den Bund.

Die Gemeinden und die Kantone haben ohnehin einen faktischen Vorsprung, Herr Jenny. Sehr häufig sind diese Parzellen nicht einfach auf dem freien Markt, denn es ist eher eine Ausnahme, dass sie wirklich erschlossenes Baugebiet sind. Das sind Zonen für öffentliche Nutzungen, Spezialzonen. Jetzt können wir sie gar nicht auf den Markt bringen, denn zuerst müssten die Gemeinden und Kantone umzonen, und die werden sich hüten, uns von vornherein eine Baulandparzelle zu präsentieren, um dann auf dem freien Markt einen höheren Preis zu bezahlen. Also gibt es ohnehin einen gewissen natürlichen Vorsprung dieser Planungsinstanzen. Deshalb glaube ich, dass man bisher den Dreh in der Regel gefunden hat. Es bleibt noch der Hinweis, dass uns das Finanzhaushaltgesetz vorschreibt, einen guten und fairen Preis zu erzielen. Und schliesslich noch der Hinweis – und das sage ich vorsorglich für den Fall der Zustimmung zur Mehrheit –, dass die Mehrheit selber, mindestens wenn ich das richtig interpretiert habe, unter Priorität nicht unbedingt einen günstigeren Preis verstanden hat, sondern einfach eine Art Vorkaufsrecht, eine priorisierte Bezugsmöglichkeit für dieses Land.

Über alles gesehen scheint mir die bisherige Praxis flexibel zu sein, ohne Ihre Zielsetzung da zu beeinträchtigen. Die Begleitung von Armasuisse scheint mir in diesem Punkt eigentlich Ihren Zielen eher zu entsprechen als die Gesetzesänderung. In diesem Sinne lehne ich den Antrag ab. Wir könnten selbstverständlich damit leben, wenn das anders entschieden würde. Allerdings hätten wir eine grössere Handlungsfreiheit, wenn die Minderheit obsiegt.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 27 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 15 Stimmen

Art. 132 Bst. a; 140 Abs. 1; 142 Abs. 4; Gliederungstitel vor Art. 148i; Art. 148i; Ziff. II, III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 132 let. a; 140 al. 1; 142 al. 4; titre précédant l'art. 148i; art. 148i; ch. II, III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Änderung bisherigen Rechts

Modification du droit en vigueur

Ziff. 1





Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

AB 2008 S 553 / BO 2008 E 553

Ch. 1

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 2–4

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 2–4

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes ... 35 Stimmen
Dagegen ... 4 Stimmen
(4 Enthaltungen)

2. Bundesgesetz über die militärischen Informationssysteme
2. Loi fédérale sur les systèmes d'information de l'armée

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–180

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1–180

Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 181

Antrag der Kommission
Abs. 1, 2, 4
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Abs. 3
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 181

Proposition de la commission
Al. 1, 2, 4
Adhérer à la décision du Conseil national
Al. 3



Adhérer au projet du Conseil fédéral

Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Es geht hier um den Einsatz von Überwachungsmitteln. Überwachungsmittel müssen grundsätzlich vom VBS genehmigt sein. Nun besagt Absatz 3, dass Einsätze, die von besonderer politischer Tragweite sind, der vorgängigen Genehmigung des VBS bedürfen. Der Nationalrat fügt den Vorbehalt ein, dass im Notfall mit Begründung auch eine nachträgliche Meldung möglich sei. Nun hat die Diskussion ergeben, dass im VBS eine eigentliche Notfallorganisation besteht; rund um die Uhr können jederzeit vorgängig Gesuche gestellt werden, sodass es den Zusatz des Nationalrates gar nicht braucht. Wir beantragen Ihnen, bei der Fassung des Bundesrates zu bleiben.

Angenommen – Adopté

Art. 182–188

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Änderung bisherigen Rechts

Modification du droit en vigueur

Ziff. 1–4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 1–4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes ... 29 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(5 Enthaltungen)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Antrag der Kommission

Den Vorstoss 07.3270 nicht abschreiben

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Proposition de la commission

Ne pas classer l'intervention 07.3270



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2008 • Erste Sitzung • 15.09.08 • 17h15 • 08.027
Conseil des Etats • Session d'automne 2008 • Première séance • 15.09.08 • 17h15 • 08.027



Frick Bruno (CEg, SZ), für die Kommission: Ganz kurz: Wir haben bereits in der Sommersession die materielle Diskussion geführt und anhand der Liste, die uns vorgelegt worden war, beschlossen, diese Motion nicht abzuschreiben. Es geht heute nur noch darum, dies formell zu bestätigen. Materiell haben wir die Diskussion geführt und so entschieden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission ... 24 Stimmen

Für den Antrag des Bundesrates ... 10 Stimmen